

## L'Amérique centrale à Malte

EN affirmant, à la veille du sommet de Malte, que le comportement soviétique en Amérique centrale reste l'obstacle le plus important à une amélioration générale des relations américano-soviétiques, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, a surtout souligné les difficultés rencontrées par les Etats-Unis dans leur « arrière-cour » depuis plusieurs années.

Qu'il s'agisse du Salvador, où les combats font toujours rage entre les forces armées du président Alfredo Cristiani et la guérilla de gauche, du Nicaragua, où les discussions entre les autorités sandinistes et les rebelles de la Contra sont dans l'impasse, sans parler du tragique et rocambolesque Panama, l'impuissance de Washington est patente.

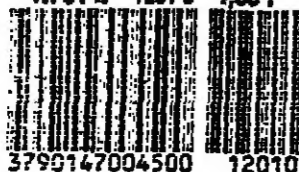
DANS les deux premiers cas, il est évident que l'Union soviétique n'a jamais oublié d'entretenir, aux portes des Etats-Unis, des conflits régionaux en soutenant au Nicaragua un régime en butte à l'hostilité américaine, et au Salvador une guérilla de « libération nationale », qui met à mal la « vitrine démocratique », abondamment financée par Washington. La « tête de pont cubaine » joue dans cette affaire un rôle non négligeable. Fidel Castro y voyant, lui, un moyen de rompre son isolement, de plus en plus évident.

La parastatisme en Union soviétique et les changements à l'Est semblent cependant devoir imposer — pour des raisons économiques au moins autant que politiques — un changement de cap en ce domaine. La dernière indication en serait la réunion secrète qui s'est tenue mardi 28 novembre à Managua, au cours de laquelle les Soviétiques ont rappelé à l'ordre les autorités nicaraguayennes et cubaines au sujet de leur aide à la guérilla salvadorienne. L'affaire de l'avion bourré d'armes en provenance du Nicaragua et à destination de la guérilla salvadorienne, semble-t-il, mis le feu aux poudres, d'autant qu'il s'agissait d'une opération montée exclusivement par La Havane.

LES différents conflits qui affectent l'Amérique centrale constituent-ils vraiment l'obstacle « le plus important » dont parle Washington ? C'est peu probable. Américains et Soviétiques ont bien d'autres soucis — et possibilités d'entente — dans le reste du monde, et d'abord en Europe. Il semble douteux qu'ils puissent laisser ceux qui s'affrontent au Salvador ou au Nicaragua hypothéquer leur dialogue.

Mais même sous l'effet de pressions soviétiques exercées sur Cuba et sur le Nicaragua, une sensible amélioration — voire un règlement de paix — dans l'ensemble de cette région n'est vraisemblablement pas pour demain. Les gouvernements centraméricains, empêtrés dans un conflit qui les a longtemps dépassés, risquent surtout d'être abandonnés à eux-mêmes.

M 0147 - 1201 Q - 4,50 F



399147004500 12010

Tandis que le « rôle dirigeant » du PC est aboli

## Le premier ministre tchécoslovaque souhaite le retrait des troupes soviétiques

Les Tchécoslovaques ont vécu, mercredi 29 novembre, une nouvelle journée historique. L'Assemblée fédérale — dont les débats étaient télévisés en direct — a procédé à une réforme fondamentale de la Constitution, et aboli, notamment, la notion de « rôle dirigeant » du PC. Le chef du gouvernement,

M. Adamec, a déclaré qu'il souhaitait « entamer sur le retrait des troupes soviétiques ».

Des changements de socialisme », ont appelé à des élections libres.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Mercredi 29 novembre, les députés de l'Assemblée fédérale ont voté comme d'habitude à l'unanimité. Mais, cette fois, c'était pour abolir la notion de rôle dirigeant du parti consacré par l'article 4 de la Constitution et modifier l'article 16 qui prévoit que « l'enseignement et la politique culturelle sont conduits dans l'esprit du marxisme-léninisme ». Le marxisme-léninisme est remplacé par « humanisme et patriotisme ».

Au cours de cette séance extraordinaire, le Parlement a également modifié la définition dans l'article 6 du « Front national », qui ne constituera plus désormais le cadre obligatoire dans lequel les partis politiques

et organisations syndicales doivent exercer leurs activités. Le « Front national » devient un mouvement « ouvert » auquel peuvent, et non plus doivent, adhérer les groupements politiques. En théorie, cela devrait vouloir dire que la porte est ouverte au multipartisme, mais aucun cadre législatif ne permet pour l'instant de répondre à cette aspiration.

Cette séance du Parlement, retransmise à la télévision et à laquelle participaient plusieurs dirigeants déçus du PCT, qui ont conservé leur mandat de député, comme MM. Milos Jakes, Vasil Bilak ou Miroslav Stepan, a aussi montré dans quel désarroi la crise des douze derniers jours a plongé ce qui était jusqu'ici la classe politique tchécoslovaque. Tous les orateurs ont

évoqué des formes diverses, la voix tremblante de la « gravité de la situation », tandis que les députés du petit Parti socialiste, très longtemps satelliés, faisaient le point sur la nécessité de changements radicaux. De nombreux intervenants, y compris des communistes, ont appelé à des élections libres.

Ce vent de changement donnait, en fin de séance, à cette assemblée aux murs de marbre des allures d'amphithéâtre brouillon.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 6

Les changements économiques dans les pays de l'Est Lire l'entretien avec le ministre hongrois chargé de l'économie, pages 38-39 - section D

Attentat à la bombe près de Francfort

## Le président de la Deutsche Bank a été assassiné

Le président de la plus importante banque de RFA, la Deutsche Bank, M. Alfred Herrhausen, cinquante-neuf ans, a été assassiné jeudi matin 30 novembre à 8 h 30, près de Bad-Hombourg, dans un attentat à la bombe qui a fait exploser sa voiture blindée, alors qu'il venait de quitter son domicile pour se rendre à Francfort. Le chauffeur de la voiture a été très gravement blessé.

BONN

de notre correspondant

Les circonstances exactes de l'attentat ne sont pas encore établies. La police, qui recherche notamment un homme de grande taille, vêtu d'un survêtement de sport, a aussitôt bouclé les routes menant au lieu de l'attentat, mais il semble que les auteurs aient réussi à s'enfuir avant que ces mesures aient été prises.

Le parquet général de Karlsruhe a aussitôt fait orienter l'enquête vers les milieux terroristes, notamment la Fraction armée rouge (RAF). Un porte-parole du parquet a justifié les soupçons en déclarant : « D'abord parce que la Deutsche Bank et le pouvoir que représentait M. Herrhausen sont leur cible-type. Nous pensons également à eux à cause du style de l'attentat ».

Selon les enquêteurs, les commandos de la RAF regroupent au maximum une vingtaine de personnes.

Alfred Herrhausen, un des hommes les plus influents en RFA, symbole des liens entre les mondes économique et politique, était à la tête de la première banque ouest-allemande. L'année dernière, la Deutsche Bank a réalisé un bénéfice net de 1,2 milliard de deutschemarks. M. Herrhausen était marié et père de deux filles.

L'attentat rappelle celui perpétré le 9 juillet 1986 par la Fraction armée rouge contre l'un des directeurs de la firme Siemens, Karl Heinz Beckurts. Celui-ci avait été tué ainsi que son chauffeur dans des circonstances identiques.

(Imprimé)

Lire nos informations page 48 section D

## M. Gorbatchev à Rome



page 5

### La politique de l'intégration

M. Rocard crée un conseil interministériel permanent qui privilégiera et coordonnera les actions sur le terrain

page 15 - section B

● Un entretien avec M. Michel Noir

« Je ne crois pas aux désagréments électoraux pour ceux qui ont le courage de leurs idées »

page 12

● L'Islam en France

L'école de la République redécouvre ses musulmans

pages 14 à 16 - section B

### « Noces de Pierrette » : 300 millions de francs

Le tableau de Picasso a été adjugé à une société japonaise

page 48 - section D

### Journée mondiale du sida

Le directeur du programme mondial à l'OMS fait le point sur l'épidémie

page 13 - section B

### LIVRES ♦ IDÉES

● Rencontre avec Kenzaburô Oe ● Un inédit de Jacques Vaché ● La feuilleton de Michel Braudeau : Gide, Giraudoux, Proust ● La chronique de Nicole Zand : « Les pieds dans le tapis de l'Histoire »

pages 25 à 36 - section C

La Bourse aux stages

page 16 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

## L'Europe sous la pression allemande

Un point de vue de M. Edouard Balladur sur les conséquences d'une réunification de la RFA et de la RDA

par Edouard Balladur  
ancien ministre d'Etat,  
ministre de l'économie et des finances

Voici que le voile se déchire, que les réalités apparaissent au grand jour. Les responsables de l'Occident doivent cesser de se complaire dans le conformisme de l'esprit et la banalité des propos.

Il y a une première évidence : sous une forme ou sous l'autre, rapidement ou progressivement, l'unité de l'Allemagne se fera. C'était prévisible, mais les propos du chancelier Kohl, et ses intentions qui, peut-être, vont au-delà de ses propos, le font apparaître au grand jour désormais.

Que les responsables publics cessent donc de dire que le problème de la réunification de l'Allemagne ne se pose pas : il ne

se pose peut-être pas pour les chancelleries, mais il se pose pour le peuple allemand. Les gouvernements, et notamment les vainqueurs de la guerre, pourront tenter de retarder le mouvement ; ils ne pourront pas l'éviter.

Deuxième évidence : l'Europe des Douze ne pourra plus être ce que l'on avait imaginé il y a quel-

ques dizaines d'années ni même il y a quelques années. La présence au centre de l'Europe d'une Allemagne en voie de réunification représentant un poids économique très fort et lui permettant de jouer son rôle à la fois à l'ouest et à l'est de l'Europe, change toutes les données du problème.

Lire la suite page 4

### AFFAIRES

#### Coca-Cola gagne la bataille des sodas

Un entretien avec le sociologue Michel Crozier

● Le nouveau pari japonais dans l'informatique ● Le bilan des chèques-vacances ● Une firme française dans la bataille commerciale de la résonance magnétique

pages 41 à 45 - section D

# MARIE SUSINI

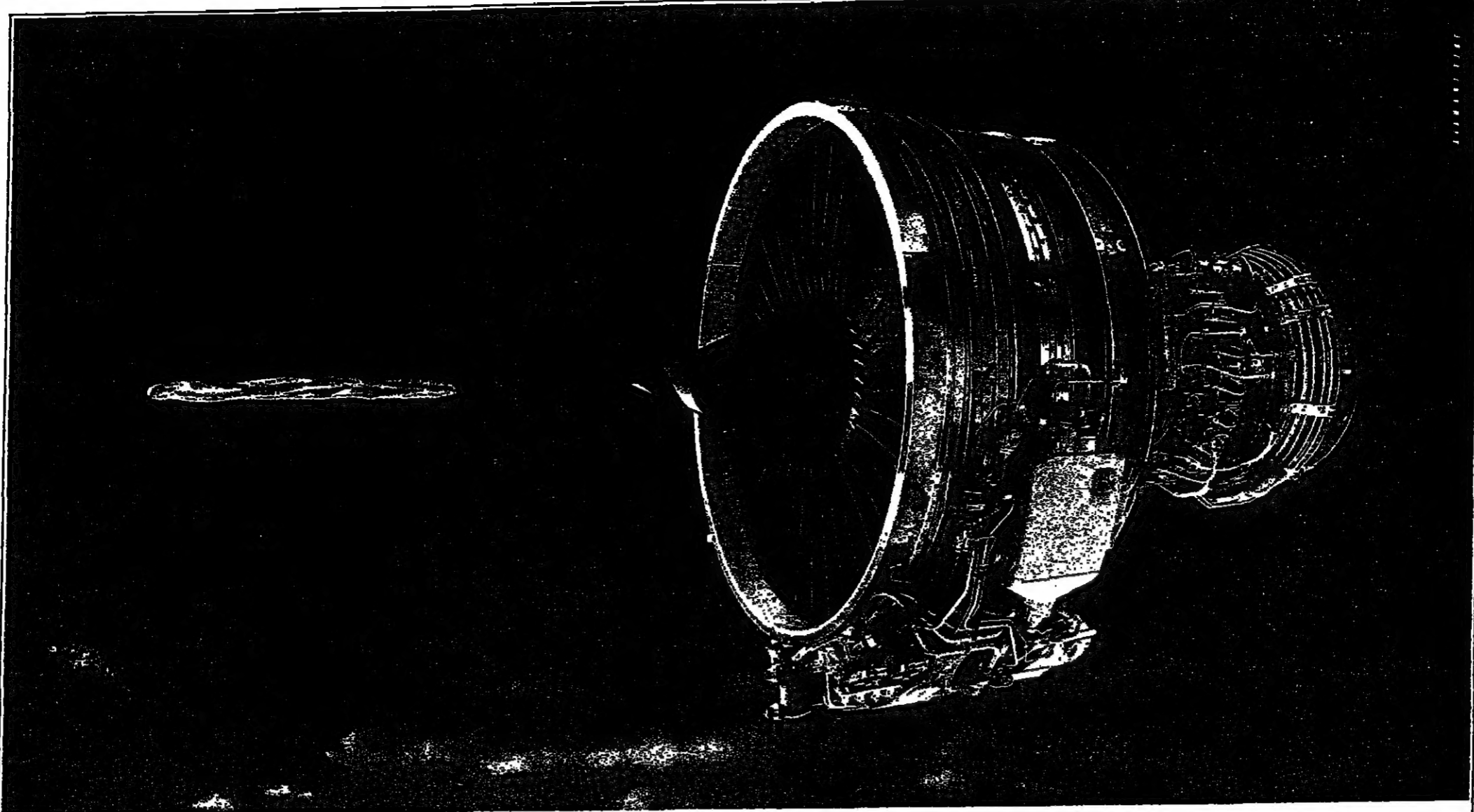


RELJÉ 120 F

Editions du Seuil







## Certains succès français pèsent plus lourd que d'autres.

Symbole de tout un art de vivre, la baguette contribue énormément à la renommée de la France à l'étranger. Mais elle est plus légère que l'air dans les comptes du commerce extérieur.

Le fait est que le premier exportateur français aux USA est un constructeur de moteurs d'avions, la SNECMA.

Le CFM56, que nous réalisons à parts égales avec General Electric, motorise plusieurs types de Boeing et d'Airbus et il a été choisi par plus de 100 compa-

gnies aériennes. C'est aujourd'hui le moteur de sa classe le plus vendu dans le monde. Ce remarquable succès commercial témoigne de notre excellence technologique.

Nous mettons actuellement en œuvre la même passion et la même rigueur pour développer le moteur de l'avion Rafale, le M88, dont les progrès relèvent, dès à présent, des technologies du 3<sup>e</sup> millénaire.

Toutes ces réussites sont celles d'une

entreprise, celles des hommes et des femmes de la SNECMA, de la qualité de leurs intelligences et de leurs savoir-faire.

Cela dit, si la baguette supportait les grands voyages, nous l'emmènerions avec plaisir aux quatre coins du monde.

**Groupe  
SNECMA**  
LES MOTEURS DU CIEL

هكذا هو العالم



## EUROPE

URSS : après la décision du Soviet suprême

## Brusque regain de tension dans le Caucase

La décision du Soviet suprême de l'URSS de supprimer le comité spécial chargé d'administrer la région du Haut-Karabakh - en territoire azéri - a été aussi mal accueillie à Bakou qu'à Erevan où des manifestations de protestation ont eu lieu dès qu'elle a été connue.

MOSCOU

de notre correspondant

La tension s'est brusquement aggravée de nouveau au Caucase après la dernière décision du Soviet suprême de l'URSS sur le Haut-Karabakh qui ne semble avoir satisfait ni les Arméniens ni les Azéris (le Monde du 30 novembre). Plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rassemblées, mercredi 29 novembre, à Erevan et à Bakou pour dénoncer l'arrêt du Parlement soviétique auquel ils reprochent ses imprécisions et qui n'appuie, selon eux, aucune solution réelle à l'épineuse question du Haut-Karabakh, cette région dépendant de l'Azerbaïdjan et revendiquée par les Arméniens.

Ce problème, qui empoisonne gravement les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, s'éternise maintenant depuis près de deux ans, et rien n'indique que l'ébauche d'une solution soit en vue. Les décisions du Parlement soviétique, adoptées au dernier jour de la session d'automne, à la veille du départ pour Rome de M. Mikhaïl Gorbatchev, ne semblent pas en tout cas avoir ramené le calme dans les esprits, et l'heure est, plus que jamais, à la mobilisation. La dissolution du comité d'administration spéciale, qui dirigeait ou, plus exactement tenait de diriger, le Haut-Karabakh depuis Moscou, ne semble avoir satisfait personne, alors qu'une telle dissolution était réclamée par les deux parties.

Les passions ont atteint un niveau tel dans les deux Républiques qu'Arméniens et Azéris semblent désormais sourds à toute proposition de compromis. Bakou estime que le Haut-Karabakh est une question relevant exclusivement de l'Azerbaïdjan. Toute la nation arménienne est tendue entièrement de son côté vers l'objectif du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie.

Un responsable du Mouvement national arménien, M. Babken Araktsian, a tenu des propos très sévères sur la décision du Soviet suprême. Elle ne comprend, selon lui, aucune « solution politique » au problème et ne satisfait ni les Arméniens ni les Azéris.

## Manifestations à Erevan et à Bakou

Un rassemblement de masse s'est tenu mercredi soir à Erevan, à l'initiative du Mouvement national arménien, pour dénoncer l'arrêt du Soviet suprême, alors que le Parlement arménien devait se réunir jeudi. Tout indique que la pression des autonomistes y sera très forte. Des représentants du Conseil national du Karabakh, une organisation parallèle mise en place l'été dernier et qui contestait l'autorité du comité d'administration spéciale de Moscou, devaient d'ailleurs assister aux travaux du Parlement arménien.

Le mouvement national arménien souhaite avancer un certain nombre de revendications devant les députés, portant en particulier sur l'instauration du multipartisme en Arménie et l'abandon de l'article 6 de la Constitution, qui fait du Parti communiste la force dirigeante du pays et qui fait l'objet de vifs débats actuellement en URSS.

Même mobilisation à Bakou, où le Front populaire a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes mercredi soir. L'Azerbaïdjan, qui a proclamé en septembre sa souveraineté, en particulier sur le Haut-Karabakh, ne veut plus reconnaître les décisions de Moscou concernant cette région. Le premier secrétaire du Parti communiste azéri, M. Abdul Rahman-Vezirov, s'est entretenu avec les responsables du Front populaire des termes de l'arrêt du Soviet suprême soviétique et il est encore trop tôt pour savoir s'il est parvenu à entamer un dialogue avec les nationalistes.

Les Azéris reprochent à l'arrêt du Soviet suprême de l'URSS ses imprécisions et s'interrogent en particulier sur cette fameuse « commission fédérale de contrôle et de surveillance » relevant du Soviet suprême. Les nationalistes azéris se demandent notamment si cette commission ne fera que remplacer le comité d'administration spéciale qui vient d'être supprimé. — (Interim.)

TCHÉCOSLOVAQUIE : les déclarations du premier ministre

## Le retrait des troupes soviétiques

Suite de la première page

Ce vent de changement, qui, en fin de séance, donnait à cette assemblée aux murs de marbre des allures d'amphithéâtre brouillon n'a pas empêché les députés d'ergoter un bon moment sur l'opportunité d'ajouter le mot « brutale » à une motion condamnant l'intervention des forces de l'ordre contre les étudiants, le 17 novembre. Le mot « inadéquate » fut finalement préféré à celui de « brutale », et l'on vota la création d'une commission d'enquête parlementaire sur ces événements.

Mus par le sentiment d'une journée historique, les députés se sont levés comme un seul homme à la fin de la séance pour entonner l'hymne national. « Ils ont vu cela dans les manifs », commentait un tchèque désemparé.

## Réévaluer l'intervention de 1968

Peu avant, dans une allocution télévisée, le premier ministre, M. Ladislav Adamec venait d'aborder le thème, jusqu'ici tabou, de l'intervention soviétique de 1968. « En vingt et un ans, a dit M. Adamec, beaucoup de choses ont changé, mais on ne peut pas laisser cette question de côté. Il faut réévaluer cette intervention. Je demanderais donc au gouvernement d'adopter une position de principe et d'engager des discussions avec l'URSS sur le retrait des troupes soviétiques, conformément aux exigences de la détente en Europe ».

Après le limogeage, la semaine dernière, de tous les dirigeants du PCT liés à l'invasion

soviétique, la voie est donc ouverte pour une réévaluation de cette période, tant à Prague qu'à Moscou. Mardi soir déjà, le nouveau secrétaire général du PCT, M. Karel Urbanek, avait évoqué la nécessité d'analyser l'évolution des années passées, y compris la situation découlant des événements de 1968.

M. Adamec s'est, par ailleurs, longuement étendu sur la gravité de la situation « beaucoup plus complexe, a-t-il reconnu, qu'on avait bien voulu le dire jusque là, en particulier sur le plan économique ». « J'avais averti, a-t-il dit, mais je n'ai pas été entendu ». Le premier ministre a même affirmé avoir été censuré et a qualifié, au passage, le Forum civique de mouvement bénéficiant d'une grande influence sur la population et qui compte des experts qualifiés. Au même moment, le Forum civique faisait savoir que s'il accepterait un ministre de la défense communiste dans le gouvernement que M. Adamec est en train de former, il souhaitait en revanche que le ministre de l'intérieur soit une personnalité indépendante, « non compromise ».

## Elections libres en août 1990 ?

M. Adamec a aussi jugé nécessaire la préparation d'une loi en vue d'« élections démocratiques », sans plus de précision. Interrogé le matin même à ce sujet, au cours d'une conférence de presse, M. Vasil Mohorita, chef des Jeunesses communistes fraîchement promu au bureau politique, estimait « possibles » des élections libres dès le mois d'août 1990.

Cependant, de multiples signes montrent que les blocages sont grands au sein du parti à l'égard des bouleversements actuels. Le président de la République, M. Gustav Husak, ne semble pas du tout avoir l'intention de démissionner, comme le lui demande l'opposition. « On peut parler de changements, mais il ne faut pas discréditer cette fonction », commente M. Mohorita. Dans la soirée, la télévision annonçait que M. Husak avait reçu une dizaine de députés communistes qui lui demandaient de demeurer à son poste.

## Nervosité des militants

Les rumeurs sur la nervosité des militaires circulent abondamment, au point que le forum civique a appelé l'armée mercredi soir « à respecter la volonté du peuple », et qu'un député a demandé au Parlement si l'on pouvait garantir que les forces armées n'allaient pas intervenir. Le ministre de la défense, M. Milan Vlachavik a

rejeté toutes ces « spéculations » et un officier supérieur a pris la parole au cours du journal télévisé pour assurer que l'armée tchecoslovaque était « aux côtés du peuple ».

Enfin M. Urbanek lui-même a tenu mardi soir devant les fonctionnaires du parti un discours des plus fermes dans lequel il a jugé « inacceptables » les revendications présentées sur la dissolution des milices populaires, la liquidation des cellules du PC dans les entreprises ou la démission des chefs d'entreprises communistes.

Reconnaissant que de facto le PCT avait perdu le rôle dirigeant, et que l'opposition avait pris l'initiative, le nouveau numéro 1 tchecoslovaque a jugé indispensable que le PC « accroisse son influence dans les médias, sans permettre à l'opposition de gagner sur eux une influence décisive ». « Les changements, a conclu M. Urbanek, doivent se faire sur la base du socialisme ».

SYLVIE KAUFFMANN

HONGRIE

## Faible majorité de « oui » au référendum sur l'élection présidentielle

Budapest (Reuters). — Le référendum sur la date et les modalités de l'élection présidentielle hongroise a été sanctionné par une faible majorité en faveur du report du scrutin au printemps, révélant les résultats officiels publiés mercredi 29 novembre.

Les quatre partis d'opposition, qui appuyaient le report de l'élection présidentielle après les législatives, l'ont emporté de 6101 voix sur 4 297 751 votants, précise l'agence de presse MTI.

Selon les chiffres publiés par la commission électorale nationale et les services du ministère de l'intérieur, 50,07 % des électeurs — 2 151 926 — ont voté pour le report alors que 49,93 % — 2 145 825 — ont dit « non ».

Ces chiffres sont pratiquement les mêmes que les résultats préliminaires annoncés en début de semaine.

La participation a été de 58,03 % pour 7 824 775 personnes inscrites sur les listes électorales.

[Selon un membre du comité électoral officiel, cité par l'AFP, le futur président hongrois sera bien élu après les législatives du printemps prochain, mais par le Parlement issu de cette consultation où le Parti socialiste hongrois (PSH, héritier du PC) risque fort de ne pas avoir la majorité. Un porte-parole des partis d'opposition a cependant suggéré un compromis selon lequel l'élection présidentielle aurait lieu après les législatives mais au suffrage universel (le Monde du 29 novembre).]

AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE • AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE



Sheraton.

Lors d'une récente étude internationale relative au voyage d'affaires, Sheraton était l'honneur dans toutes les villes sélectionnées de la Péninsule du Moyen Orient.

Succès dû au Système unique de Satisfaction Clients Sheraton... un programme permettant le contrôle constant de la qualité du service client. Dans chacun de nos hôtels à travers le monde.

Aussi, bien qu'originalité et coutumes puissent varier d'un hôtel à l'autre, nos normes et votre confort, eux, ne changeront pas.

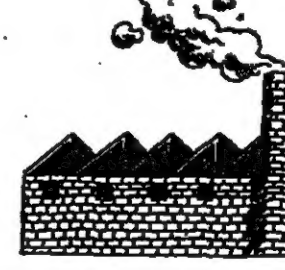
Lorsque vous voyagez au Moyen Orient ou en Afrique du Nord, demandez à votre agence ou à votre organisateur d'effectuer vos réservations au Sheraton. Nous avons 24 hôtels dans cette région.

**Sheraton**  
The hospitality people of  
ITT

ABU DHABI • BACDAD • BAHRAIN • BASRAH • DAMAS • DOHA • DUBAI • KUWAIT • OMAN • SANAA

AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE • AU SHERATON LE SOUCI DU DETAIL FAIT LA DIFFERENCE

## L'EUROPE EN QUESTIONS

**QUESTION:**  Elu local, je mets en place un plan de reconversion industrielle. Quelles aides peut me fournir la CEE ?

**REPONSE:**  Tapez 3616 EUROGUIDE.

**3616**  
**EUROGUIDE**

Vous êtes particulier, entrepreneur, élu. Vous vous posez des questions pratiques sur l'Europe. Tapez 3616 EUROGUIDE. EUROGUIDE c'est plus de 4 000 pages à votre service.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
1989 PRÉSIDENCE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES  
EUROPÉENNES

هكذا هو الإسلام

## EUROPE

YUGOSLAVIE : nouvelles tensions

### Les nationalistes serbes annulent leur « rassemblement de masse » en Slovénie

En décidant d'annuler une manifestation de masse prévue le 1<sup>er</sup> décembre à Ljubljana, capitale de la Slovénie, les nationalistes serbes ont pris à la dernière minute une décision sage, car ce rassemblement aurait sans doute provoqué de violents affrontements. Les relations entre ces deux Républiques de la fédération yougoslave n'ont cessé de se détériorer au cours des dernières années. La Serbie sous la direction de son nouveau président, Slobodan Milosevic, est en faveur d'un système centralisé pour sortir le pays de la crise économique et politique, tandis que la Slovénie et la Croatie — les deux Républiques les plus riches — préconisent la démocratisation, le pluralisme et tiennent dur comme fer à l'autonomie dont elles jouissent dans le cadre constitutionnel actuel.

Des dizaines de milliers de Serbes et de Monténégrins devaient arriver vendredi, par autocars et trains spéciaux, à Ljubljana pour manifester contre ce qu'ils appellent la politique « antiserbe » des dirigeants slovènes. Ceux-ci avaient déjà pris des dispositions pour empêcher le rassemblement, en décidant jeudi de « fermer leurs frontières ».

#### La question du Kosovo

Le ministre de l'intérieur, M. Tomaz Ertl, avait annoncé le 29 novembre une série de mesures d'urgence devant entrer en application le lendemain pour une durée indéterminée. Elles concernaient notamment l'interdiction de rassemblements sur la place publique,

une restriction des déplacements sur le territoire slovène, et l'interdiction d'y circuler pour tous les véhicules transportant des manifestants.

C'est en grande partie la politique de reprise en main de la province du Kosovo (peuplée à 90 % d'Albanais de souche et en proie à des conflits interethniques) par la Serbie qui est à l'origine des tensions entre Ljubljana et Belgrade. La Slovénie ne cesse de dénoncer l'état d'urgence en vigueur au Kosovo depuis le mois de février, et réclame l'arrêt des poursuites engagées contre l'ancien chef du PC local Azem Vllasi, dont le procès doit reprendre le 4 décembre à Titov-Mitrovica.

Les deux Républiques sont pratiquement au bord de la rupture. Réunie mercredi 29 novembre à Belgrade, l'Alliance socialiste de

Serbie — une organisation de masse coiffée par la Ligue des communistes — a appelé toutes les institutions et entreprises serbes à rompre tous leurs liens avec la Slovénie. Selon le communiqué, « les Serbes n'accepteront pas d'être humiliés par la Slovénie, où les libertés et les droits de l'homme ont été suspendus ». La télévision slovène qualifie le soir même la décision serbe d'« insensée » et affirme que M. Milosevic et son équipe « avaient atteint le niveau moral et politique le plus bas possible ». Une fois de plus, les observateurs parlent de risque de désintégration d'une fédération yougoslave qui célébrait, ce jeudi 30 novembre, sa fête nationale...

A. D.

ROUMANIE

### Où se trouve Nadia Comaneci ?

Où se trouve Nadia Comaneci, l'ancienne étoile roumaine de gymnastique, qui a fui son pays mardi 28 novembre pour se réfugier en Hongrie (le Monde du 30 novembre) et qui a quitté, mercredi matin, son hôtel de Szeged (sud de la Hongrie) pour une destination inconnue ? Selon un employé de l'hôtel, la triple médaillée d'or aux Jeux olympiques de Montréal serait partie à bord d'une voiture conduite par deux citoyens américains d'origine roumaine. Nadia Comaneci, qui désirait depuis longtemps travailler aux États-Unis, aurait donc rejoint son ancien entraîneur hongrois, Bela Karolyi, qui vit en Amérique depuis 1981.

Selon d'autres hypothèses, la championne roumaine se cacherait chez des amis à Budapest où à Vienne chez une de ses anciennes entraîneuses. Selon le journal hongrois *Mai Nap*, les services secrets rou-

maines ont mobilisé toutes leurs forces en Hongrie pour tenter de récupérer Nadia Comaneci et la ramener en Roumanie. Un jeune réfugié roumain, qui avait connu le gymnaste au temps où il vivait en Roumanie, a rappelé, à la télévision hongroise, que Nadia Comaneci avait déjà tenté de faire défection lors d'un séjour au Canada mais que la Securitate l'avait fait rentrer en Roumanie. « Nadia », a révélé le jeune réfugié, m'a dit alors que *Nicu Ceausescu* (le fils du dictateur avec lequel elle aurait été liée) lui a tordu les ongles à la suite de cette affaire. Selon l'*Evening Standard* de Londres, la fuite de la gymnaste pourrait être le dénouement heureux d'une histoire d'amour avec un consultant britannique en relations publiques, M. Graham Buxton Smith, trente-sept ans, qui avait rencontré Nadia Comaneci lors des Jeux de Montréal. — (AFP.)

□ *L'Humanité* : « la boue de la dictature ». — En conclusion d'un article sur le départ de Roumanie de Nadia Comaneci, *L'Humanité* du 30 novembre écrit notamment : « Espérons que son témoignage contribuera à jeter encore un peu plus de lumière sur les pratiques du tyran qui chaque jour enfonce la Roumanie dans la boue de la dictature ». Dans sa livraison de mardi, le quotidien du PCF avait déjà publié une double page très critique sur la Roumanie, annoncée en « une » sous le titre « Roumanie : le socialisme défiguré ».

□ *L'Humanité* : « la boue de la dictature ». — En conclusion d'un article sur le départ de Roumanie de Nadia Comaneci, *L'Humanité* du 30 novembre écrit notamment : « Espérons que son témoignage contribuera à jeter encore un peu plus de lumière sur les pratiques du tyran qui chaque jour enfonce la Roumanie dans la boue de la dictature ». Dans sa livraison de mardi, le quotidien du PCF avait déjà publié une double page très critique sur la Roumanie, annoncée en « une » sous le titre « Roumanie : le socialisme défiguré ».

□ RDA : démission de la direction du syndicat unique est-allemand FDGB a décidé mardi 28 novembre de démissionner en bloc et de constituer un « secrétariat de travail » pour gérer les affaires courantes et préparer un congrès extraordinaire les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février.

□ RDA : le retour de Wolf Biermann. — Les autorités est-allemandes ont autorisé, mercredi 29 novembre, le retour en RDA du chanteur contestataire Wolf Biermann, déchu de sa nationalité est-allemande et interdit de séjour depuis 1976. Dans un communiqué

diffusé par l'agence officielle de presse ADN, le ministre est-allemand de la culture, Dietmar Keller, a précisé que le souhait de nombreux artistes était ainsi réalisé.

Wolf Biermann doit donner un concert, vendredi, à Leipzig et il est attendu, samedi, à Berlin-Est.

Né en 1936 à Hambourg (nord de la RFA), militant communiste, Wolf Biermann s'était installé en 1953 en RDA dont il avait adopté la nationalité. Ses prises de position comme les textes de ses chansons lui avaient valu, à plusieurs reprises, des rappels à l'ordre des autorités, parfois l'interdiction des concerts. — (AFP.)

□ La Pologne souhaite rétablir ses relations avec Israël au début de 1990. — La Pologne souhaite rétablir des relations diplomatiques complètes avec Israël au début de l'an prochain, après une rupture de

vingt-deux ans, a annoncé, mardi 28 novembre, un porte-parole du gouvernement polonais à l'occasion de la visite à Varsovie du vice-président du Conseil israélien et leader travailliste Shimon Peres. « La volonté de rétablir les relations est là, et il est presque certain que nous le ferons au premier trimestre de l'année prochaine », a notamment déclaré M. Henryk Wozniakowski. (Reuter).

□ RECTIFICATIF : dans l'article consacré à « L'Ontologie de Jean-Paul II » (le Monde du 30 novembre, page 6), une confusion s'est glissée dans les notes. La première note en bas d'article renvoyait en fait au colloque avec des intellectuels marxistes soviétiques organisé, en octobre dernier, à Klagenfurt, près de Strasbourg, par le cardinal Poupard, président du conseil pontifical pour les relations avec les non-croyants.

Pour les grands la vie est belle ils s'habillent chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grande hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>  
• 28, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Malesherbes-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

images économiques du monde 1989  
Beaujeu-Garnier (J.), Gamblin (A.), Delobez (A.)  
LES HOMMES, ACTIVITÉS INDUSTRIELLES (énergie, métaux, textiles et autres industries), PRODUCTIONS AGRICOLES, PÊCHE, CIRCULATION, FINANCES, LES ÉTATS  
MISE À JOUR À FIN JUIN 89  
Plus de 7 000 chiffres 88/89  
présentation politique et situation économique de 90 pays  
Sedes, 240 pages 125 F  
C.A.D.U. et SEDES réunis  
XX, Bd. Saint-Germain 75005 Paris

PICARD  
LIBRAIRIE INTERNATIONALE  
82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice  
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS  
RÉGIONALISME  
Livres neufs - Livres anciens  
Catalogue bimestriel  
Envoi sur simple demande

La situation internationale paraît soudain plus claire, comme si l'analyse exacte du présent ouvrait les perspectives de l'avenir... Il faut lire cet ouvrage.  
Thierry de Beaucé.

L'ANNÉE INTERNATIONALE 1000  
L'ANNÉE POLITIQUE DANS LE MONDE 89/90.  
608 p. relié 149 F

Dans tous les hôtels du monde cet homme a les pieds qui dépassent du lit. C'est pourquoi il apprécie notre première classe.



CHEZ AIR AFRIQUE, NOUS ESTIMONS QUE SEUL UN CONFORT MAXIMUM ET UN SERVICE SOIGNÉ PEUVENT ÉVITER LES FATIGUES D'UN LONG VOYAGE; C'EST POURQUOI NOTRE PREMIÈRE CLASSE EST SPACIEUSE ET ÉQUIPÉE DE SIÈGES DE 2 M 15 DE LONG. UNE TROUSSE EN CUIR VOUS PERMETTRA, APRÈS UN EXCELLENT REPAS, ARROSÉ DE CHAMPAGNE, DE VOUS PRÉPARER POUR LA NUIT OU SIMPLEMENT POUR QUELQUES HEURES DE DÉTENTE. ENSUITE UN BON FILM, OU LES DERNIÈRES DÉPÊCHES DE L'AFP SI VOUS PRÉFÉREZ LIRE, VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS







## POLITIQUE

L'ancien président de la République sur tous les fronts

### Les délicieuses revanches de Valéry Giscard d'Estaing

L'idée de M. Valéry Giscard d'Estaing de tenir des états généraux de l'opposition en 1990 fait petit à petit son chemin. Un comité d'organisation s'est constitué, comprenant MM. Michel Aurillac et Nicolas Sarkozy pour le RPR, MM. Alain Madelin et Hervé de Charette pour l'UDF, M. François Bayrou, centriste, et le président du CNI,

par Daniel Carton

C'était en 1981, neuf jours après le 10 mai, un soir à la télévision. En direct de « son » Elysée, pour la dernière fois, Giscard président parlait aux Français, à la nouvelle France de François Mitterrand. Dans une scène restée mémorable, le monarque déchu sortait de l'écran aux accents de la *Marseillaise*, par la porte du fond, après avoir prêté cet ultime serment : « Pour moi, je resterai attentif à tout ce qui concerne l'intérêt de la France. Tourné vers l'avenir et fort de l'expérience acquise, je serai en sorte de me tenir à la disposition de mon pays... » Je souhaite que la Providence veille sur la France. Un silence, un long silence de sept secondes, puis : « Au revoir ! »

C'était la semaine dernière au Parlement européen de Strasbourg. Moment de détente au terme d'une journée de votes-marathons dans son bureau de président du groupe libéral. Bureau sans ors et même sans chaleur. Pas de bibelots sur la table. Trois ou quatre livres dispersés sur les rayonnages, comme si chez lui l'attrait de l'essentiel avait enfin pris le pas sur le goût de l'apparat. Comme si, aussi, l'hôte de l'endroit n'était vraiment que de passage.

Huit années séparent ces deux scènes et pourtant l'on ressent l'étrange sensation de se retrouver devant un personnage qui semble, comme par enchantement, avoir rejoint, s'être transformé. Comme si encore la Dame Providence, qu'il invoquait vaillamment en 1981 pour le salut de la France, ne l'avait pas non plus oublié dans ses prières. A supposer que l'on ait eu l'outrecuidance de s'y risquer... inutile, en effet, de demander à l'ancien président de la République comment ça va. Tant il sante aux yeux qu'il va naturellement bien. Que le Giscard nouveau de 1989 se porte comme un charme.

Des sondages qui le confortent de semaine en semaine. Des bouleversements planétaires qui, en terre de France, peuvent tout logiquement l'imposer comme le porte-parole patiné de l'opposition et, partant, l'interlocuteur désigné du pouvoir. La patine remise au pas des turbulents « rénovateurs », contrainte, après avoir osé le croche-pied, de mettre leurs pas dans les sienes. Les fessées infligées ces temps derniers à François Léotard. Tous ces petits plaisirs de la vie politique qu'on ne se refuse jamais et qui, comme dans les salles de musculation, traduisent la forme de l'athlète... Bref, depuis les élections européennes du 18 juin — à l'époque où il n'était question pour certains que de lui avancer le breuvage empoisonné de la fin —, ce Giscard-là semble, au contraire, se délecter du petit lait de la revanche sur lui-même, sur l'oubli, sur les autres. Giscard existe à nouveau. Le voici redevenu encombrant, avec cette différence, qui le rend peut-être encore plus redoutable de nos jours, qu'il est aussi parvenu, par conversion définitive ou par calcul suprême, à se faire, comme le dit le slogan, « plus proche et plus humain ».

Ce personnage est devenu une personne. Tombé rudement de son piédestal, il a fini, après une rude période de « formation permanente », par se hisser à hauteur d'homme, lui qui n'avait jadis que le culte des grands hommes. Un « véritable ordinateur sur pattes », dit affectueusement un de ses proches, « obsédé de la mathématique de l'échec », dit follement un autre. Cette belle mécanique a enfin récupéré une âme. On apprécie, même si l'image du prédateur continue de s'imposer à tous.

Regard d'une militante de droite comparant la mine de Giscard d'aujourd'hui à celle de Jacques Chirac : « Il y en a un qui a pris dix ans et un autre qui paraît en avoir perdu cinq. Ce Giscard en est presque redevenu séduisant... »

Regard d'un observateur éclairé de la droite : « Depuis quelques temps, Giscard a réussi à persua-

der à nouveau tout le monde qu'il restait le plus intelligent... »

Regard d'un des patrons du RPR qui ne fut jamais, au grand jamais, giscardien, mais qui, en bon professionnel, apprécie le parcours depuis ce fameux jour du 19 mai 1981 : « Si nous avons demain une élection présidentielle, personne, à droite, ne sera en mesure de le freiner. » Giscard sait qu'on sait.

**« J'ai dû apprendre une démarche d'humilité »**

Le soir, à Strasbourg, Anne Sinclair et Christophe Dechavanne devaient le convier, sur TF1, à parler des « années 80 » dans le monde. Que n'aurait-il pas à raconter maintenant sur ses années 80 à



lui ! Ce retour à la base aux cantonales de 1982, où on le voyait devant le micro posé sur une caisse en carton animer des réunions électorales dans les arrière-salles de village. Ces élections législatives et régionales où, personnel, à l'époque, ne comprenait ce qu'un ancien chef de l'Etat venait faire dans ces galeries. 1986 encore, quand ces « gamins » du PR, « ces enfants de 68 sans foi ni loi », François Léotard, Gérard Langue, Alain Madelin et consorts s'employèrent à lui scier le fauteuil dans le gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac.

« C'est vrai, raconte-t-il aujourd'hui, comme s'il parlait presque d'un autre acteur, ces années 80 n'ont pas été tendres avec moi. Il me semblait que je n'avais aucune prise sur les événements. J'ai dû apprendre une démarche d'humilité. On a du mal, dans ce pays, à se faire à l'idée que quelqu'un qui a exercé des fonctions importantes puisse faire autre chose. L'échec est trop synonyme, chez nous, de sanction et d'exclusion. Rumatinement, c'est très difficile à vivre. Mais si on croit à quelque chose dans l'action politique, il faut admettre l'échec. »

**La rupture avec M. Mitterrand**

Déception encore quand il s'aperçoit, comme le lui avaient pourtant répété certains de ses proches, que François Mitterrand n'a de cesse « de le rouler dans la farine ». Entre 1986 et 1988, les deux hommes semblaient pourtant s'entendre comme larrons en pleine foire de cohabitation. On a dit que la déillusion est venue lorsque le

thème de l'identité nationale. Lundi 4 décembre, M. Giscard d'Estaing sera l'invité d'un « Club de la presse » exceptionnel sur Europe 1 pour commenter la sommet Bush-Gorbatchev. Le lendemain, M. François Mitterrand le recevra à l'Elysée.

président de la République décida de dissoudre sitôt sa réélection. « C'est faux, rectifie Giscard. C'est quand je l'ai entendu faire sa déclaration de candidature au journal d'Antenne 2. A la dureté de ses propos, j'ai compris que, décidément, il ne changerait pas. »

La Bièvre a coulé depuis, mais l'eau entre les deux bords reste glacée. Valéry Giscard d'Estaing reconnaît avec François Mitterrand que le 10 mai 1981 aura été la date politique majeure de cette décennie 80. Il se félicite de voir le chef de l'Etat parler à son tour de désillusion — « Vous imaginez ce que cela représente pour moi de voir une attitude reprise jusque dans son vocabulaire » — mais il pense que sur ce terrain les socialistes n'ont fait encore que la moitié du chemin : « La véhémence des antagonismes a diminué, dit-il, mais nous n'avons toujours pas appris dans ce pays à travailler ensemble et donc à renouveler nos comportements. » Il n'en dit pas

l'union de l'opposition enfin. Inutile de faire un dessin. Depuis des années Valéry Giscard d'Estaing tient, au risque de lasser, le même discours : seule une opposition une et indivisible pourra reconquérir le pouvoir. Il commet l'argument : faites d'abord l'union de l'UDF, on causera avec le RPR ensuite. Il n'a donc pas l'intention de lâcher sa présidence de l'UDF : « Cette UDF constitue le seul pôle au centre-droit autour duquel peut se faire l'alternance. Le RPR n'est pas au centre-droit. Du jour où l'UDF éclate, l'organisation de l'opposition deviendra impossible. »

**L'œil sur Alain Juppé**

La bonne santé du tiers-état giscardien n'est bien sûr pas oubliée. Les consignes sont simplement plus discrètes. Les giscardiens, depuis le 18 juin, s'activent. Michel d'Ornano et Michel Poniatowski, « qui sont chargés de faire ce que Giscard ne veut pas faire », ont repris du service. Le Conseil pour l'avenir de la France a eu pour mission de s'élever. Confiés à Hervé de Charette, les clubs Perspectives et Réalités ont eu pour consigne de ne point omettre les réalités électorales. Enfin, comme le Mitterrand des années 70, VGE veut faire apparaître autour de lui les hommes de la nouvelle génération aptes à gouverner demain.

Un recrutement qui dépasse les frontières des partis. Dans la ligne de mire, les Charles Millon, Pierre Méhaignerie, François Bayrou, les Philippe Seguin, Nicolas Sarkozy, Michèle Barzach et d'autres attentifs aux sirènes de la « rénovation ». Avec une attention particulière pour Alain Juppé, l'ex-numéro deux de sa liste européenne. Comme François Léotard jadis, Giscard a « à l'œil » le secrétaire général du RPR dont il apprécie le talent et qui lui renvoie peut-être l'image de sa propre jeunesse.

Quant à François Léotard, les giscardiens disent déjà en faire leur affaire. « Déteste, méprise, coopération », pour eux le président du PR ne peut plus guère échapper à ce triptyque gaullois.

**Question de calendrier**

Le reste n'est évidemment plus que question de calendrier. Une élection présidentielle précipitée ? « C'est une hypothèse qu'il caresse avec conviction dans ses moments de doute personnel », convient-on dans son entourage. En tout cas, aujourd'hui, Valéry Giscard d'Estaing ne refuse plus d'envisager un duel présidentiel avec Michel Rocard. Comment distinguer alors le rocardisme d'un giscardisme nouveau ? Il a déjà des petites idées.

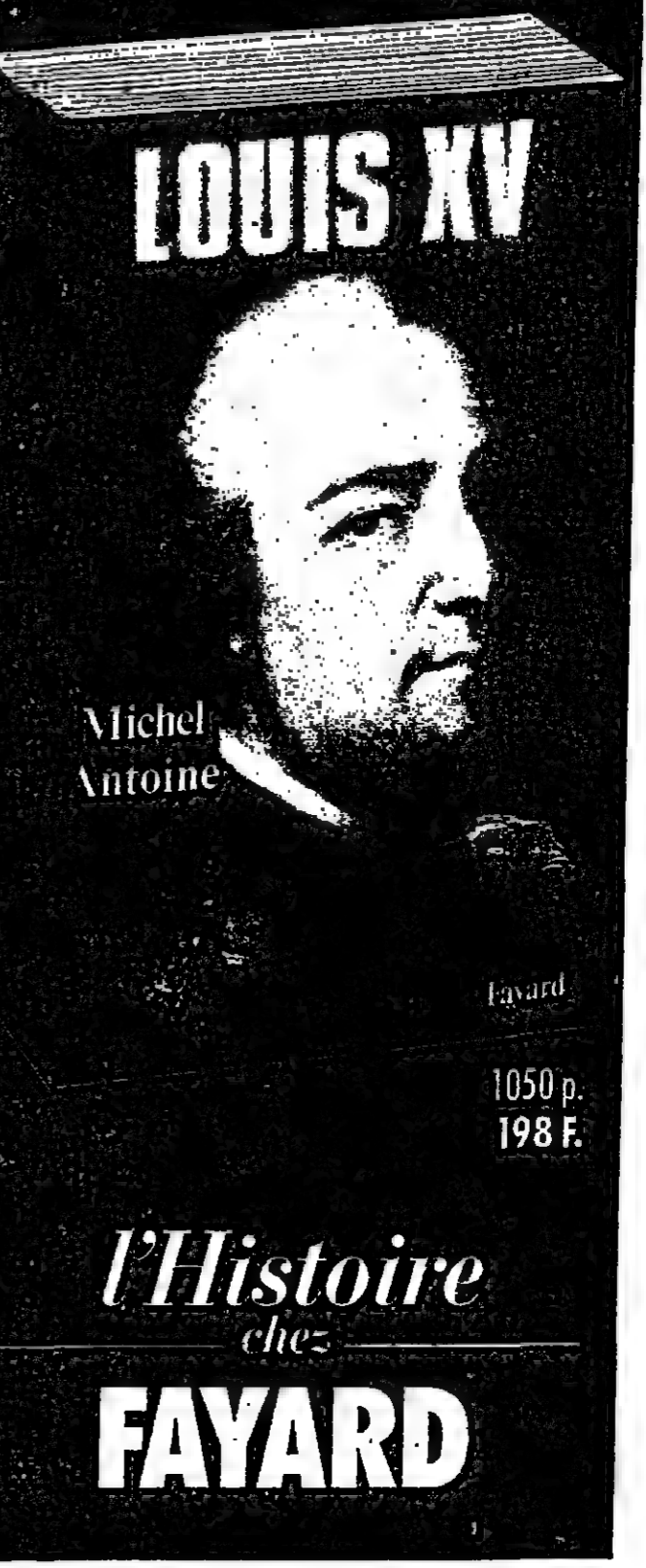
Sur l'Europe toujours et encore : « Rocard, constate-t-il, ne s'est pas assez impliqué dans l'Europe. » Sur l'économie, il ne croit toujours pas à l'économie mixte. L'économie de marché constitue à ses yeux « le seul régime de performance économique élevé » et, ajoute-t-il, « ce que Michel Rocard veut garder à l'Etat empêche pratiquement l'économie française de rivaliser avec ses concurrentes ».

Enfin l'ancien président prévoit que la différence se fera également sur les problèmes de société. L'affaire du foulard : il reproche au gouvernement de n'avoir pas eu « une attitude très franche et très simple ». « Il n'a pas senti, dénonce-t-il, que c'était quelque chose qui n'était pas anecdotique. » Pour battre en brèche le Front national, il importe selon lui « d'aborder ouvertement » ce genre de problème. Les idées ne manquent pas. Les événements à l'Est ne font que les multiplier. Valéry Giscard d'Estaing a aujourd'hui des fourmis dans les jambes. La frustration de ne pas agir est grande. Le plus difficile sera pour lui de ne pas trop le montrer...

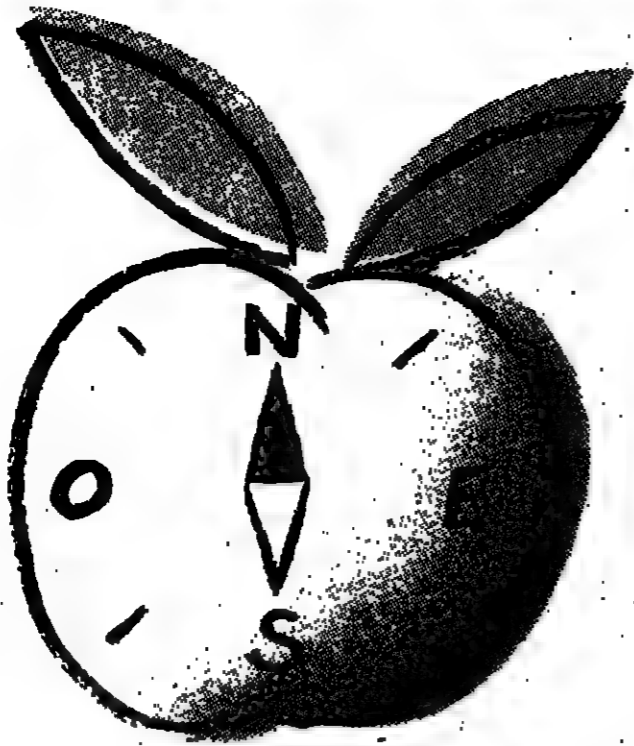
# LOUIS XV

**Michel Antoine a construit, à force de recherches, l'un des plus vastes monuments de pensée, de savoir et d'érudition qu'ait donnés, ces temps-ci, l'historiographie de la France moderne.**

Emmanuel Le Roy Ladurie  
L'Express



# Est-Ouest ne perdez pas le Nord.



## Rendez-vous sur Europe 1

La rencontre Mikhaïl GORBATCHEV - JEAN-PAUL II.

• Jeudi 30 novembre: 18h20 - 19h

"DECOUVERTES SPECIAL" Bernard RAPP.

• Vendredi 1<sup>er</sup> décembre:

"PILE ET FACE" de Jean-Pierre ELKABBACH

7h45: Vadim ZAGLADINE

8h20: Monseigneur ETCHEGARRAY

Le sommet George BUSCH - Mikhaïl GORBATCHEV.

• Samedi 2 décembre: 18h - 19h30

émission spéciale autour d'André DUMAS.

• Dimanche 3 décembre: 19h - 20h

CLUB DE LA PRESSE Vernon WALTERS.

Ambassadeur des Etats-Unis à Bonn

• Lundi 4 décembre: 19h15 - 20h15

CLUB DE LA PRESSE EXCEPTIONNEL

avec Valéry GISCARD D'ESTAING.

# EUROPE 1

C'est la pêche.

## POLITIQUE

### Un entretien avec M. Michel Noir

« Je ne crois pas aux désagréments électoraux  
pour ceux qui ont le courage de leurs idées »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Michel Noir, maire de Lyon, l'un des chefs de file des rénovateurs du RPR, explique quelles sont, à son avis, les raisons des mauvais résultats obtenus, face au Front national, par la droite classique, aux élections législatives partielles de Dreux et de Marseille. Ceux qui, dans l'opposition, ont « le courage de leurs idées » sont, estime-t-il, à l'abri de tels « désagréments électoraux ».

« Les socialistes marseillais, ont payé cher leur projet de construire une mosquée dans la ville. L'élection législative de dimanche dernier en est témoin. Ne craignez-vous pas d'avoir un jour à payer vous-même le prix de la mosquée de Lyon ? »

« Si le Front national a obtenu de tels résultats à Dreux et à Marseille, c'est parce que nous n'avons pas affiché nos propres convictions. En 1988, on a parié contre après le Front national. Et, dans ces deux villes, on a fait les yeux doux à l'extrême droite. Alliance avait même été passée. Je ne puis pas aux désagréments électoraux pour ceux qui ont le courage de leurs idées. »

« Je ne suis pas sûr qu'il se produira à Lyon un « effet mosquée ». Je sais qu'une majorité de Lyonnais ont compris pourquoi c'était si respectueux de sa liberté de religion. Le pédagogue l'emporte toujours sur le démagogue. Encore faut-il avoir été pédagogue depuis le début, avoir expliqué que la différence de l'autre n'est pas une agression et qu'elle peut être au contraire un enrichissement pour celui qui est fort de son identité. Le grand problème français aujourd'hui, c'est une perte d'identité culturelle. Quand je suis fort de mon identité culturelle, je n'ai pas peur de l'autre. »

« Ce qui s'est passé à Dreux et à Marseille est d'autant plus regrettable que la plupart des hommes de l'opposition UDF-RPR, donnent, dans leur commune et leur département, l'exemple de ce que peut être la réponse aux questions de l'insertion des plus défavorisés et de l'intégration des immigrés. Quand on ne traite pas concrètement les choses de la vie quotidienne — l'urbanisme insupportable, le logement dans lequel on entend la télévision du voisin, l'absence de tissu associatif, l'échec scolaire... — il n'y a aucune chance de diminuer les peurs et l'agressivité qui en découlent, ce sur quoi joue le Front national. »

#### L'affaire d'un partenariat

« Les « choses de la vie », c'est l'affaire des maires ou celle du gouvernement ? »

« C'est l'affaire d'un partenariat Etat-collectivités locales. Lorsqu'on entreprend un travail de fond, ça marche. A Vénissieux, où se trouve le quartier des Minguettes, l'ensemble des partenaires a entrepris un travail de fourmi depuis cinq ans : soutien scolaire, réhabilitation des logements, implantation d'un tissu associatif, accès à la culture... Aujourd'hui, dans la ZUP des Minguettes, la partie est en passe d'être gagnée. Dans les tours, de nouveau, des Français viennent habiter avec des immigrés. »

« La peur de l'immigration ne risque-t-elle pas de se traduire chez les Français par un refus total de l'intégration des immigrés ? »

« L'intégration, ça marche quand on la pratique. Nous en avons les preuves sur le terrain. Mais il faut aussi une politique rigoureuse de l'immigration notamment, de lutte contre l'immigration clandestine. Ce n'est pas du tout contradictoire avec l'intégration. L'intégration passe aussi par le logement, c'est-à-dire le refus des ghettos. Il faudrait que des maires aient le courage de dire : « Il n'est pas normal que dans la commune d'à côté il y ait 17 % d'immigrés et que moi j'en sois à 1,5 % ». Dans la Communauté urbaine de Lyon que je préside, j'ai

bien l'intention d'expliquer, de convaincre et d'obtenir que la politique de logement social concerne l'ensemble des communes. Il faut un peu de solidarité. Je vais être obligé de dire à certains maires de l'agglomération lyonnaise : « Il n'est pas acceptable que vous dites non au logement social et non aux immigrés. »

« Si des représentants de la communauté musulmane de Lyon viennent vous demander d'installer des écoles confessionnelles, comme il en existe des catholiques, l'accepteriez-vous ? »

« Je n'ai pas à accepter ou à refuser. C'est une liberté constitutionnelle. »

#### M. Chirac à eu raison

« Comment expliquez-vous que, lundi dernier, les socialistes et M. Chirac aient lancé, à peu près en même temps, un appel à faire barrage au Front national à Dreux et à Marseille ? »

« Jacques Chirac a appelé à la mobilisation de « tous les républicains ». C'est clair. Je l'approuve. Etre opposés dans le jeu normal de nos institutions ne doit pas exclure d'être parfois d'accord. Dans le message socialiste comme dans le message gaulliste, même s'ils sont concurrents, il y a la notion de rassemblement des Français. Les calculs politiques d'un parti par rapport à un autre sont moins importants que le premier réflexe d'appel à la mobilisation de tous les républicains. »

« Si étaient restés en lice au second tour un candidat communiste et un candidat du Front national, auriez-vous appelé à voter pour le PC ? »

« Quel communiste ? Un des rares survivants du stalinisme en Europe de l'Ouest ? Je ne peux pas répondre. Le Parti communiste est, comme le Front national, un parti extrême qui a une logique d'affrontement et d'exclusion. S'il s'agissait d'un socialiste et d'un Front national, la réponse serait évidente. J'imagine que les appels spontanés de lundi matin lancés par les socialistes et l'opposition n'auraient pas été, dans ce cas, différents. Pour ma part, dès 1983 et 1984, lors de scrutins locaux, je m'étais déjà prononcé dans ce sens. Je n'ai pas varié depuis. »

« Dans la perspective des assises du RPR, vous avez signé la motion présentée par Alain Carignon. Pourquoi pas celle de Philippe Séguin autre « rénovateur » ? »

« Philippe Séguin propose dans son texte un régime présidentiel à l'américaine. Je ne crois pas que, compte tenu de sa culture, la France puisse s'y adapter. Mais pour le reste, j'aurais pu signer son texte. »

« Alain Carignon évoque la création d'une « formation commune » à toute l'opposition, mais à terme très éloigné. Alors que vous êtes fixés, au mois d'octobre dernier, six mois pour y parvenir... »

« Oui, moi j'ajoute un calendrier. Il faudra bien avoir réalisé cette ambition deux bonnes années avant l'échéance législative de 1993. Or chaque mois qui s'écoule n'apporte rien de positif à l'opposition. Cette formation commune aurait l'avantage d'afficher clairement que notre ambition n'est plus organisée autour d'un problème de personnes. Une formation commune, c'est obligatoirement une animation collégiale, sans qu'il soit besoin d'être un président ! »

« Une direction collégiale, ne serait-ce pas un simple habillage de la cohabitation entre des formations différentes ? »

« La pratique de la vie commune est excellente. C'est comme dans un couple. Il y aura bien entendu respect de la variété des composantes. De plus, le corollaire à la formation commune, c'est l'organisation de primaires afin de désigner un candidat unique à l'élection présidentielle. »

« Comment comptez-vous convaincre vos amis ? »

« Contrairement à ce que certains pensent, la culture du RPR

n'est pas du tout étrangère à la capacité de rassemblement. Il suffit de se souvenir un peu que nous sommes gaullistes. »

« Il ne s'agit donc pas de dissoudre le RPR dans une formation plus vaste, tel un sucre dans une tasse de café, comme dirait M. Pasqua ? »

« Les références agro-alimentaires ne sont pas ma tasse de thé. »

#### Est : un effort de formation

« N'y a-t-il pas incompatibilité entre la construction de l'Europe, l'intégration européenne et l'émigration après les déclarations du chancelier Kohl d'une sorte « d'intégration allemande » ? »

« Dans l'esprit du chancelier Kohl, je ne crois pas que cela soit contradictoire. En revanche, nous avons à nous interroger sur l'avenir de l'Europe. Nous ne saurions nous contenter de l'Europe conçue comme un espace de libre-échange. Gardons bien notre perspective d'espace intégré, nos politiques communes. Accélérons la construction européenne. »

« Deuxième interrogation : l'après-Yalta. Il faut se garder de mettre la question allemande au centre de tout. Si nous commençons à focaliser sur la réunification sur la puissance de l'Allemagne réunifiée, nous arriverons de façon souterraine l'opinion publique, ce qui nous conduira dans une impasse dramatique. Le chancelier Kohl agit avec prudence. Il fait de la pédagogie pour dépassionner le débat. »

« Troisième interrogation : un plan concret pour l'Europe de l'Est. Les Douze devraient se mettre au travail pour examiner ce que signifiait un traité d'association avec les pays de l'Europe de l'Est, tel que cela est prévu par le traité de Rome. »

« Un plan d'aide est évidemment nécessaire. L'idée d'une banque d'investissements me paraît bonne. Mais il me semblerait encore plus important de mettre en œuvre un « plan Marshall » sur les hommes, car ces pays ont besoin de former des ingénieurs, des techniciens, des chefs d'entreprise. J'ai écrit à Michel Rocard il y a une dizaine de jours pour lui dire : Pourquoi ne conviez-vous pas les responsables des fédérations professionnelles et ne leur demandez-vous pas de quels moyens ils pourraient disposer pour aider à la formation dans les pays de l'Est ? Il faut que nous propositions à la Pologne autre chose que du crédit-export. Sur les 4 milliards annoncés par la France pour la Pologne, il y a 70 millions seulement pour la formation des hommes. »

« Il faut enfin que les Européens commencent à réfléchir à la nouvelle donne de la sécurité européenne. La brigade franco-allemande, c'est bien, mais la question est plus vaste. Que deviennent nos armes tactiques, la frappe d'ultime avertissement avant de passer à la stratégie ? Certes, nous avons du temps devant nous mais si nous ne réfléchissons pas, nous risquons de nous retrouver de facto dans le schéma voulu par les stratégies soviétiques, de découplage et de volonté de dénucléarisation de l'Europe. »

Propos recueillis par  
JEAN-YVES LHOMEAU  
et ANDRÉ PASSERON

« M. Lalonde accuse les Verts de « faire le lit du Front national ». Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a estimé, mercredi 29 novembre, à propos du deuxième tour des législatives, qu'en donnant une consigne d'abstention les Verts font le lit du Front national ». M. Lalonde appelle « au contraire les électeurs écologistes de Marseille et de Salon à faire barrage au racisme et à la pollution politique ». Face à cette position, M. Christian Brodier, porte-parole des Verts, souligne que le parti écologiste « n'a pas donné de consignes d'abstention, mais qu'il s'est abstenu de donner une consigne de vote » en rappelant toutefois que les Verts « sont vigoureusement opposés aux thèses du Front national ».









la mairie de Nice  
en « montage politique »

La mairie de Nice a été le théâtre d'un montage politique. Le maire, Jean-Claude Gaudin, a été élu avec une majorité réduite. Cette situation a conduit à une coalition entre la droite et la gauche pour former une majorité. Cette coalition a permis à Gaudin de rester maire, mais elle a également ouvert la voie à une éventuelle alternance à la mairie de Nice.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gaudin, a été élu avec une majorité réduite. Cette situation a conduit à une coalition entre la droite et la gauche pour former une majorité.

La coalition a permis à Gaudin de rester maire, mais elle a également ouvert la voie à une éventuelle alternance à la mairie de Nice.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gaudin, a été élu avec une majorité réduite. Cette situation a conduit à une coalition entre la droite et la gauche pour former une majorité.

La coalition a permis à Gaudin de rester maire, mais elle a également ouvert la voie à une éventuelle alternance à la mairie de Nice.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gaudin, a été élu avec une majorité réduite. Cette situation a conduit à une coalition entre la droite et la gauche pour former une majorité.

La coalition a permis à Gaudin de rester maire, mais elle a également ouvert la voie à une éventuelle alternance à la mairie de Nice.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gaudin, a été élu avec une majorité réduite. Cette situation a conduit à une coalition entre la droite et la gauche pour former une majorité.

La coalition a permis à Gaudin de rester maire, mais elle a également ouvert la voie à une éventuelle alternance à la mairie de Nice.

Le maire de Nice, Jean-Claude Gaudin, a été élu avec une majorité réduite. Cette situation a conduit à une coalition entre la droite et la gauche pour former une majorité.

La coalition a permis à Gaudin de rester maire, mais elle a également ouvert la voie à une éventuelle alternance à la mairie de Nice.

# Chez IKEA, en concert les cadeaux pour qu'ils et notre budget.

**85F**  
ETOILE ELECTRIQUE POUR FENETRE  
Bois naturel.  
Diam. 35 cm environ.

**245F**  
KRI Table roulante multi-fonctions. Métal laqué/chromé. 80 x 40 cm. Peut aussi être utilisée comme meuble stéréo.

**95F**  
HOLE Fauteuil. Métal laqué/plastique. Rouge ou noir.

**115F**  
FRACK Miroir articulé. Métal chromé 2 faces dont une grossissante.

**185F**  
LACK Table basse triangulaire. Divers coloris.

**40F**  
PLOMMON Serviette de toilette. Eponge velours. Bleu, rose ou gris. 50 x 70 cm.

**65F**  
LIA Chaise pliante. Plastique/métal laqué. Noir.

**85F**  
EMBLEM Vaiselle. Façade avec décor sous-mail. Assiettes creuses. Diam. 22 cm. 4 pièces.

**255F**  
FORS Plaid. Pure laine vierge. 130 x 205 cm. Bleu clair, bleu/vert ou rouge.

**250F**  
TOTAL Shaker. Acier inox. CHAMPAGNE. Piedestal. Acier inox. Haut. 92 cm.

**68F**  
SMÅLANDSFIGUR Bougeoir. Bois massif peint à la main.

**35F**  
ANIMAUX EN PELUCHE. A partir de.

Il y en a qui ont encore les yeux plus grands que la cheminée. Parce que, espérer faire passer un canapé IKEA par là, il faut vraiment croire au Père Noël. Par contre, par la porte et emballé dans des cartons plats IKEA, c'est aussi simple que de chanter "Mon beau sapin". Et puis ça fait un beau cadeau pour s'asseoir devant la cheminée et déballer tous les cadeaux IKEA pas chers du tout et tous plus beaux les uns que les autres, choisis par l'ancêtre dans son magasin préféré pour les petits et pour les grands.

Pour les petits, il y a plein de jeux de construction à monter soi-même (les parents peuvent jouer aussi) : petits lits simples ou superposés, petits bureaux,

petites chaises, petits rangements, petites bibliothèques, grands coffres, etc. Et des tas de petits jouets pour mettre dans les grands coffres.

Pour les grands, il y a tout le magasin IKEA, ce qui fait 12.000 cadeaux à offrir, à s'offrir à des prix si petits qu'ils laissent de quoi se payer une superbe crise de foie gras. Imaginez un peu là et là les sublimes vases design, la petite table basse, ailleurs la console noire, là-bas la bibliothèque chromée, à côté le meuble à musique. Et la cuisine, vous avez pensé à la cuisine ? C'est pas un beau cadeau, ça, une cuisine ? En plus, c'est un cadeau pour tout le monde. Surtout si vous y ajoutez les ustensiles,

la vaisselle et quelques excellents produits suédois justement en vente chez IKEA.

Vous n'avez rien oublié ? La décoration du sapin, les guirlandes et tout ça ? Les tables et les chaises supplémentaires pour le ban et l'arrière-ban des cousins ? Et les flûtes à champagne, la pelle à bûche, le plat à dinde ? Vous aurez encore le temps de revenir chez IKEA. Avec ou sans la barbe. Mais avec la hotte.

Offre valable jusqu'au 10 Décembre 1989 dans la limite des stocks disponibles.

Ils sont fous ces Suédois



<p><b>IKEA PARIS NORD II</b> AUTOROUTE DU NORD, SORTIE 21 PARIS NORD. LUN - VEN : 10 H - 20 H SAM : 9 H - 20 H DIM : 10 H - 19 H NOCTURNE MER 22 H TEL. (1) 46.63.20.25</p>	<p><b>IKEA PARIS EVRY</b> AUTOROUTE DU SUD, SORTIE EVRY LISSES MENECY. LUN - VEN : 10 H - 20 H SAM : 9 H - 20 H NOCTURNE JEU ET VEN 22 H TEL. (1) 64.97.71.20</p>	<p><b>IKEA LYON</b> ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PIERRE LUN - VEN : 10 H - 20 H SAM : 9 H - 20 H NOCTURNE JEU ET VEN 22 H TEL. (1) 78.56.49.49</p>	<p><b>IKEA MARSEILLE</b> RN 10 CENTRE CAL VITROLLES ESPACE. LUN - VEN : 10 H - 20 H SAM : 9 H - 20 H DIM : 10 H - 19 H TEL. (1) 42.89.96.16</p>	<p><b>IKEA LILLE</b> C CAL DE LOMME BUS - METRO, STATION. ST-PIERRE LUN - VEN : 10 H - 20 H SAM : 9 H - 20 H NOCTURNE MER 22 H TEL. (1) 20.93.36.77</p>
---	---	---	---	---

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 364 IKEA

Le monde 287 x 436 mm.

















## LE FEUILLETON

de Michel Brandeau

### CORRESPONDANCE GIDE-LARBAUD, 1905-1938

Cahiers André Gide 14.  
Edition établie par Françoise Lioure.  
Gallimard, 336 p. 150 F.

### LETTERES A LILITA

de Jean Giraudoux.  
Edition établie par Maurice Berne.  
Gallimard, 243 p. 115 F.

### CORRESPONDANCE PAULHAN-UNGARETTI, 1921-1968

Cahiers Jean Paulhan 5.  
Préface de Luciano Rebay.  
Gallimard, 700 p. 160 F.

O UVRIR le courrier d'autrui est un plaisir trop rare pour qu'on s'en lasse : à moins de fracturer les boîtes, il faut compter sur le hasard qui est chiche, ou sur la distraction de nos concierges échevillées, gristées par les vapeurs alliées de leur frichti lusitanien, mais elles sont vigilantes, les démons. Et encore faut-il avoir des voisins intéressants dans son immeuble, dont on ait envie de lire le courrier, ce qui ne nous a pas été donné depuis quelques déménagements.

Le mieux est encore de se fournir directement à la bonne source, chez Gallimard qui reste le plus fin pourvoyeur de ces choses qui doivent être légales puisqu'elles sont financées généralement avec le concours du Centre national des lettres, mais dont on s'étonne toujours un peu qu'elles soient en vente libre, ces correspondances d'illustres écrivains, complètement privées, intimes, imprimées sur beau papier avec de grandes marges et des appels de notes aussi nombreux que les mouches sur le crâne de l'érudit, que les doutes du correcteur et les curiosités minuscules du lecteur.

De ces notes impayables, dans la grande tradition, d'un invincible sérieux, d'une frivolité désarmante, comme on voudra, mais qui donnent à profusion de ces détails pointus, un changement d'adresse, la date d'une rencontre, un télégramme disparu, des tas de secrets « misérables » et magnifiques, multipliables à l'infini et dont on n'a jamais assez.

« J'ai toujours été déplorablement indiscret », écrit André Gide à Valéry Larbaud, le 23 octobre 1917, dans une lettre qu'il ne nous en voudra pas de lire par-dessus l'épaule du feu destinataire, d'autant qu'il devait très probablement souhaiter qu'elle soit un jour publiée. Il n'y a qu'à voir la détresse qui le frappe peu après, quand sa femme Madeleine brûlera les lettres d'amour qu'il lui avait adressées, pour juger qu'il s'agissait bien, à ses yeux, d'une partie vivante de son œuvre.

Indiscret, c'est une façon de parler, en fait rien de bien secret dans ce quatorzième volume de la correspondance d'André Gide, consacré à son amitié avec Valéry Larbaud, de 1905 à 1938. Au contraire, le jeune Larbaud s'adresse avec déférence à Gide, de douze ans son aîné, dont la gloire est de moins en moins confidentielle et qui lui ouvre les portes de la NRF naissante. Gide répond avec vivacité, affection, sans trop se révéler.

C'est une correspondance d'hommes de lettres sans vraies confidences, sinon, en mars 1912, celle de la conversion au catholicisme de Larbaud. Gide ne dit rien en revanche de ses jours heureux avec Marc Allégret. Au plus, s'esquisse une discussion sur l'origine du monologue intérieur dans le roman (cf. la lettre et ses notes du 29 juillet 1923), Larbaud l'attribuant à Edouard Dujardin (1), Gide à Dostoïevski et Robert Browning.

Pour le reste, de longs échanges d'amabilités dont on voit bien avec le temps qu'elles sont tout à fait sincères, mais jamais au-delà du raisonnable : quelques minauderies gidiennes toujours savoureuses (« Presque personne n'a parlé de Paludes... »), la champ de la critique, si l'on veut qu'y fleurisse l'éloge, a besoin d'être beaucoup arrosé ; et je n'ai jamais rien semé qu'à l'aventure... ») et, déjà, des indignations pincées contre le style expéditif des concurrents de chez Grasset : « Sur le coup de cinq heures, passant rue de Grenelle, je me suis happé par Faguelle qui jallit d'une automobile. Prodigieuse conversation dans une petite pièce du rez-de-chaussée où deux chaises défoncées finissent leurs jours en compagnie de piles d'invendus. » Il s'agit d'Eugène Faguelle. En mars 1911.

A la même époque, Giraudoux est amoureux depuis un an d'une belle Cubaine, Rosalia Abreu, dite « Lilita », issue



André Gide, par Berenice Abbott.

## Les lois de l'indiscrétion

d'une riche famille de planteurs et qui tourne la tête, selon Morand, « à tout le clan naissant de la NRF ». Giraudoux est vice-consul au ministère des affaires étrangères, il a publié *Provinciales* et commence *l'Ecole des indifférents* et *Simon le Pathétique*, où il évoque assez directement la silhouette de la belle Havanaise qui l'aime bien mais ne l'aime pas. Elle brisera des cœurs du meilleur gratin, celui de Louis Pasteur Valléry-Radot, entre autres, qui veut l'épouser, à qui elle dit oui, puis peut-être, attendons, finalement non.

A Giraudoux elle ne laisse pas d'illusions, mais sous le manteau d'une amitié désincarnée l'autorise à lui écrire ce qui lui passe par la tête et par le cœur. Comme elle a bien fait : ces lettres sont souvent délicieuses, drôles et tristes, en effet pathétiques.

Entre le 1<sup>er</sup> mars 1910 et février 1928, cent quarante-cinq lettres, sans compter les cartes postales (six, le seul 3 mai 1912) ni les télégrammes et pneumatiques qui souvent les précèdent et les suivent comme une escorte de petits bleus et de poulets attendris. Cela commence par des invitations à des promenades dans Paris, des envois de livres et de respectueux hommages, et même assez vite à des « Je vous aime » qu'aucun espoir de retour ne berce.

Giraudoux y déploie une prévenance, une gentillesse sans doute excessive — il va même, le 13 juillet 1912, jusqu'à prier Lilita : « Pardonnez-moi d'avoir effleuré votre main il y aura bientôt un an, à Versailles. Je vous aimais trop. Je ne pouvais plus ! » — et sans doute aime-t-il son amour et la fièvre littéraire qui l'accompagne au moins autant qu'il aime l'inflexible Lilita. Du reste, en 1921, celle-ci épouse Adal Henraux, et Giraudoux convole avec Suzanne Boland dont il vient d'avoir son fils unique, Jean-Pierre. Par la suite, Lilita vivra la grande

passion de sa vie avec Alexis Léger, qui lui consacra, une fois devenu Saint-John Perse dans les lettres, son *Poème à l'étrangère* en 1942.

Giraudoux meurt en 1944, Lilita lui surviva onze ans. On n'a d'elle que son carnet intime, qui est d'un ton très réservé. Aucune des lettres qu'elle envoya à Giraudoux ne nous est parvenue, toutes détruites comme elle l'exigeait expressément de leur destinataire transi.

JEAN PAULHAN et Giuseppe Ungaretti se rencontrent une première fois chez André Breton, juste après la guerre, puis par hasard, en 1921, à une exposition de De Chirico. Paulhan avait trente-sept ans et Ungaretti trente-trois ans. Ils ne cessèrent (à l'exception des années de guerre, de novembre 1939 à octobre 1944) de s'écrire, jusqu'à la mort de Paulhan en 1968.

Il nous reste quatre cent quatre-vingt-huit lettres d'un échange qui dut être beaucoup plus nourri, mais Ungaretti, qui correspondait avec de nombreux écrivains importants, italiens ou français, perdit la plupart de ses lettres au cours de ses déménagements, d'Alexandrie, en Egypte, à Paris, de Milan à Sao-Paulo. Jean Paulhan, au contraire, gardait tout dans un scrupuleux désordre.

Si bien que l'on a beaucoup plus de pages d'Ungaretti que de Paulhan, dont la première lettre conservée date de 1936. Il semble que les progrès de leur amitié furent assez rapides et solides, Paulhan donnant du « cher frère » (parfois du « cher Unga »), ce qui n'était pas accordé au premier venu, tant s'en faut.

On y découvre beaucoup les difficultés d'existence d'Ungaretti. Il n'a pas de quoi vivre (« C'est très dur d'être à la merci d'une pauvre tragédie d'argent »), acceptera avec reconnaissance l'aide de Mussolini de 1 500 lires par mois, en 1934, avant un poste d'enseignant au Brésil. Il se sait reconnu comme un des premiers poètes italiens, et pourtant : « Je suis seul. Il me semble que toute ma vie se passe en cris sans voix. La justice des gens de lettres à quoi servira-t-elle ? Si tout le monde reste quand même distrait ? » Plus seul encore à la mort de son fils, âgé de neuf ans.

En même temps se dévoile un homme de tempérament sanguin, emporté, qui juge parfois très durement : Umberto Saba, « une sorte de Coppée affolée par Freud », Suarès, « un sous-D'Annunzio », Savinio, « il ne connaît que des langues étrangères ». Les Faux Monnayeurs de Gide : « C'est souvent petit, parfois c'est d'une noblesse téméraire. Et ça fait constamment horreur. » Quant à Max Jacob, il est « incompréhensible et crétin ». Pas moins.

PAULHAN n'est pas toujours plus doux quand il donne des nouvelles des amis en 1937. « Artaud est dans un asile de fous. Breton tient un magasin d'objets bizarres, rue de Seine. Aragon est un chef communiste (avec d'extraordinaires dons policiers, qui emportent chez lui tout le reste). » Mais l'essentiel de leur dialogue ne concerne qu'eux et leurs œuvres : « merci de tes poèmes », « merci de ta lettre ». Dix fois, vingt fois, Ungaretti réclame les *Fleurs de Tarbes* de Paulhan, qui n'arrivent pas. Et Paulhan conseille à son ami de changer de traducteur français, de prendre l'excellent Mandiargues.

Ce qui est a posteriori ahurissant, c'est la façon dont cette amitié résiste à la guerre, aux prises de position parfois odieuses d'Ungaretti. Il proclame son fascisme avec fierté, n'a que des mots d'amour pour le Duce (« Ses yeux étaient si bons, si humains, son âme m'est apparue encore une fois si noble »), annonce la fin du monde et sur les ruines de l'Europe, « l'ère des nègres ». Paulhan sera dans la Résistance, fondera les *Lettres françaises* avec Jacques Decour, et les Editions de Minuit avec Vercors. Bien des amis auraient rompu pour moins que cela. Eux, non.

Finie la guerre, les lettres reprennent de plus belle le chemin des Alpes. En 1958, Paulhan propose à Ungaretti de s'installer chez lui, rue des Arènes. « Il serait bon de vieillir ensemble. » Et en 1960, à soixante-dix ans passés, après un tour du monde effectué avec Paulhan, Ungaretti jette un coup d'œil en arrière sur leur longue fraternité. « Nous n'avons rien jeté au vent. Nous avons, malgré tout, vécu comme il fallait pour notre œuvre écrite — que le temps couronne. »

(1) Dont les Editions du Dilettante viennent de republier le fameux roman *Les lauriers sont coupés*. Hâtes ! sans la préface que Larbaud écrivit en 1924.



## LAURENT COHEN-TANUGI

### LA MÉTAMORPHOSE DE LA DÉMOCRATIE

Un livre qui domine de haut la plupart des essais politiques parus cette année. Non seulement parce qu'il met solidement en perspective un grand nombre de débats très actuels. Mais surtout parce qu'il réfléchit à l'impasse où nous sommes parvenus à une révolution aussi radicale des méthodes au moyen desquelles nous agissons.

« Une grande œuvre », dit POINT.

« Une œuvre brillante, magistrale », dit PEISTUR - LE FIGARO.

« Un argumentaire complet, rigoureux », dit BRUCKNER - LE SOUVENIR.

EDITIONS  
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

« Cohen-Tanugi a raison de montrer l'émergence d'institutions, Conseil constitutionnel ou autorités administratives indépendantes, qui ne relèvent pas de la théorie classique des pouvoirs en France. »

Robert BADINTER - LE MONDE

« La thèse de Cohen-Tanugi aide à comprendre les brouillages idéologiques qui accompagnent l'époque [...]. »

Pierre BOURETZ - L'EXPRESS

« [...] la théorie complète, clefs en mains, de notre situation politique. »

Daniel SOULEZ-LARIVIERE - LIBÉRATION





### *Les romancières anglaises contemporaines et leurs « petits enfers variés »*

Le lieu, pour Christine Joridis, ce sont ces « *petits enfers variés* » qu'évoquait Marguerite Yourcenar (1) et dont elle a fait le titre de son essai. Chez Virginia Woolf, Jean Rhys, Anna Kavan, Sylvia Townsend Warner, Angela Carter et quelques autres, elle relève, au-delà de l'originalité de chacune, une permanence : un usage constant et tout à fait particulier de la méchanceté. - On retrouve de

Comme le précise Christine Jordis, « les sentiments ni les états intérieurs ne sont jamais évoqués qu'à partir des traces

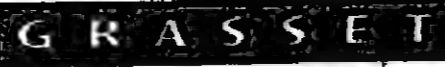
Cet essai, entre autres qualités, en possède une rare et

**Josyane Savigneau**

(1) Dans un entretien accordé au *Monde* et publié le 7 décembre 1984 à la question « Vous avez dit un jour qu'il y avait des gens damnés. Le croyez-vous ? », Marguerite Yourcenar répondait : « C'est une métaphore. Je ne crois pas à la damnation sous sa forme théologique. Mais il y a beaucoup de gens qui ~~viennent~~ dans des petits enfers privés. »

(3) *Essais sur l'art de la fiction*,  
à Table ronde (le Monde du  
19 mars).

(3) *Essais sur l'art de la fiction*,  
à Table ronde (le Monde du  
19 mars).



# Le Livre brisé









## Passage en revues

*Idees, histoire, sociétés*

La plupart des revues d'idées donnent une forme de cohérence à chacun des numéros qu'elles publient en les organisant autour d'un thème. Elles donnent ainsi, ou croient donner une certaine pertinence à leur discours. En toute logique, la livraison de *Communications* intitulée « Variations sur le thème » se devait donc d'ouvrir cette promenade « à propos de », « autour de », « sur » quelques revues à thèmes. Des études consacrées à la place du thème dans la littérature, la critique, la musique ou la peinture, il ressort clairement que, si la situation du thème est paradoxale, il est le noyau central, mais le véritable intérêt du discours dont il est censé fonder l'unité est dans l'ailleurs, la variation, le vagabondage. D'où la tentation, soulignée par plusieurs contributions, de supprimer la thématique pour donner libre cours au divers. La « crise du thème » marque sans doute l'une des ruptures majeures de l'esthétique contemporaine.

(*Communications*, n° 47, Le Seuil, 220 p., 89 F.)

*La Pensée*, revue de l'Institut de recherches marxistes, possédait un thème évident pour son numéro 270-271, celui de la célébration de son cinquantième anniversaire. La plus brillante actualité aidant, ce cinquantenaire aurait pu être pour les auteurs de *La Pensée* l'occasion d'une réévaluation critique d'un demi-siècle de pensée marxiste dans le domaine de la philosophie, de l'histoire, des sciences et des arts.

Au lieu de cela, au lieu d'une discussion sur les idées et les pratiques du marxisme, Antoine Casanova, qui dirige aujourd'hui *La Pensée*, se contente d'invocations rituelles à la « réévaluation radicale novatrice de

la démarche de pensée et d'action de la force politique révolutionnaire que constitue en France le PCF », entreprise par les 25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> congrès, et termine son éditorial par une non moins rituelle citation de M. Marchais. Jacques Milhau, de son côté, développe des trésors de rhétorique, non de dialectique, pour montrer que plus le PCF s'affaiblit, plus sa pensée est forte, juste et vraie : « La page est définitivement tournée d'une éclipse théorique et politique qui avait creusé le fossé entre un mouvement ouvrier révolutionnaire vivant trop sur ses seules réserves et une société française en pleine évolution ».

(*La Pensée*, n° 270-271, 200 p., 100 F.)

Voici deux revues qui parlent du peuple dans sa réalité vivante, concrète, complexe. *Terrain* s'interroge, sous la direction d'une ethnologue toulousaine, Claudine Fabre-Vassas, sur ce que nos façons de boire révèlent de nos sociétés. Qu'il s'agisse de la place des femmes dans les libations collectives, de la place des boissons alcoolisées dans les rituels (fêtes, noces, veillées funéraires, conscription), des signes de solidarité, qui se développent autour du verre de vin, du rôle de distinction attribué aux boissons exotiques ou des transformations qui affectent la psychologie du vin — du « boire un bon coup » de nos ancêtres à nos modernes et pompesuses dissertations sur papier glacé initiant à la « science œnologique » — les auteurs bousculent bien des idées reçues et montrent que la boisson « renvoie à la globalité ou au cœur de l'univers social (...). L'attente du « monde idéal », l'aspiration collective à

une société apaisée, purgée de ses conflits, prennent souvent consistance autour d'une boisson partagée ».

(*Terrain*, Carnets du patrimoine ethnologique, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris, 156 p., 60 F.)

Buvait-on davantage autrefois qu'aujourd'hui ? Il semble bien, en tout cas, que le vin était absorbé massivement dans les campagnes et les petites villes au Moyen Âge. Dans l'excellent ensemble que *Mentalités* consacre aux violences sexuelles, à l'histoire des corps forcés et des attentats à la pudeur, l'alcool est souvent présent. Et analysant « Un cas de force au Moyen Âge », précisément dans la région de Rennes, Jean-Pierre Leguay souligne que la consommation moyenne, toutes populations confondues, se situait entre 148 et 178 litres de vin par an et qu'à Dol, en 1416, il y avait cinquante et une auberges et tavernes pour trois mille habitants.

Mais l'alcool n'explique pas « l'érotisation de la souffrance et de la mort » — comme l'écrit Alain Corbin — qui est au cœur du viol, mais aussi de la répression sexuelle en général, comme le montrent les articles consacrés au châtiment des sodomites par l'Inquisition ou la violence thérapeutique des traitements infligés aux malades vénériens au dix-neuvième siècle. Il y a quelque vertige à penser que dans le corps social subsiste toujours ce sentiment confus qui lie la sexualité et la liberté à la souffrance et à la mort.

(*Mentalités*, n° 3, Imago, 166 p., 100 F.)

Pierre Lepape

### ECRITS INTIMES

#### Nostalgie de Paris

« Le vieux Paris n'est plus la forme d'une ville/Change plus vite, hélas ! que le cœur d'un mortel. » Ces vers de Baudelaire reviennent en mémoire lorsque l'on lit *Articles de Paris* (1), de Pierre Marcelle. Une vingtaine de courts textes au fil desquels ce piéton à l'ancienne exprime sa nostalgie d'une cité où, jadis, chaque quartier abritait un monde singulier.

Non content d'arpenter la capitale en solitaire, Pierre Marcelle a l'esprit aussi curieux que le pied. Il aime à regarder quels décors se cachent derrière les façades trop sages des immeubles. Ce concubage sans loge attitrée possède au plus haut point, pour reprendre l'expression de Jean Echenoz, « le réflexe de la porte cochère ».

Bien sûr, comme tout amoureux de Paris qui se respecte, Pierre Marcelle a ses partis pris, ses favoris. Il dirait plutôt : les alentours de la gare d'Austerlitz où « les mains d'automne sont froides, gris et mouillées, comme les cendres dispersées entre les rails rouillés » ; Belleville, malgré les ravages de l'urbanisme ; le « pont des suicidés » dans le parc des Buttes-Chaumont, que Louis Aragon désignait comme « la véritable meque du suicide », etc.

Pierre Marcelle a même découvert, au détour de l'une de ses promenades, une « allée pavée où pousse un peu d'herbe » : ce qui prouve qu'aucune ville ne peut être parfaite...

P. Dra.

► *Articles de Paris*, de Pierre Marcelle, précédés de *Le Sens du portrait*, par Jean Echenoz, *Le Dilettante* (1), rue Barrault, 75013 Paris, 73 p., 69 F.

(1) Ces articles ont paru chaque semaine, d'octobre 1988 à février 1989, dans *Libération*.

### ROMANS

#### Que d'Inde, que d'Inde !

« Fascination d'une Inde millénaire », « Illumination de l'esprit et du corps », « Intime alliance de la spiritualité et de la sensualité », voilà ce que nous promettaient les éditeurs d'Actes Sud pour le quatrième roman d'Olympia Alberti, *Rive de bronze, rive de perle*. Et, en effet, exotisme, féminisme, spiritualisme, simplisme et parfümisme ne nous seront guère épargnés. « Senteurs de jasmins et de sérénités », « touffeurs silencieux et sucrés », « jardins qui ne savent pas », l'Inde et ses stéréotypes accueillent Anna, venue prendre possession des biens de son grand-père, parfumeur à Pondichéry.

Et Olympia Alberti va tourner et fantasmer pendant quatre cent vingt pages : la couleur locale déguilène en va-et-vient de pieds nus, de hanches souples ou de femmes en sari, les vaches brouillent le talus desséché, l'héroïne s'initie aux secrets des parfums du grand-père, découvre avec un mysticisme étonné les merveilles de l'extase charnelle. Botanique, alchimie et philosophie sont appelées à la rescousse, et l'on ne craint pas de troubler le repos de Galien, Dioscoride, Paracelse, Confucius ou Lao Tseu pour leur extorquer longs développements ou citations fugaces. Dans sa quête d'un élixir secret, l'héroïne nous promène de carte postale en carte postale sans jamais le lecteur, fatigué de couleurs, de faux réalisme et d'assom-

mantes énumérations, ne participe vraiment à ces affres érotico-sentimentales.

Florence Noiville

► *Rive de bronze, rive de perle*, d'Olympia Alberti, Actes Sud, 424 p., 129 F.

#### Le soleil et la mort

Samuel aime se perdre dans les ruelles d'Istanbul. Moteur coupé, une Plymouth noire s'approche lentement. Deux hommes se précipitent sur lui. La voiture quitte Istanbul, emportant Samuel. Il ne saura jamais pourquoi. Après plusieurs jours de route, ils arrivent dans une maison perdue au milieu du désert. Samuel essaie de fuir, mais sans succès.

Manuel Audran décrit cet abandon de toute volonté. Samuel se rend compte que, même s'il est devenu cauchemar, il a atteint ce rêve d'Orient qui le hante depuis son enfance vendéenne, quand « il se répétait les noms magiques : Le Caire, Damas, Bagdad, Istanbul, Tripoli. C'est là-bas que j'irai, se disait-il, d'où émerge chaque matin le soleil pur et jeune au milieu des sables ».

Il va contempler ce soleil, s'abandonner à lui jusqu'à se perdre. Car, comme l'indique la maxime de La Rochefoucauld placée en exergue du roman : « Le soleil ni la mort ne se peuvent regarder distinctement ».

A.S.

► *Le rêveur d'Orient*, de Manuel Audran, Phébus, 124 p., 70 F.

**JACQUES ATTALI**  
DANS  
**CES**  
N° 8  
les clés de mon roman  
"La vie éternelle"  
DES VOLUMES HUI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 31 F.

EN PLEIN HIVER, IL Y A ENCORE DES FEUILLES AVEC DE DRÔLES D'OISEAUX AUTOUR.

# 5<sup>e</sup> Salon du livre de jeunesse

30 NOVEMBRE - 4 DECEMBRE  
METRO MAIRIE DE MONTREUIL



Avec le concours de Ministère de la Culture, Direction de l'Étude et de la Lecture, et du Centre National des Livres.



Des feuilles qui volent et de drôles d'oiseaux en jupette et colifants courtes, c'est ça, le 5<sup>e</sup> Salon du livre de jeunesse. Des images d'imagination, des beaux livres. Des tempêtes de rires, de l'aventure au coin de chaque page. Cet hiver, c'est la prière à Montreuil. Comme ça ne s'est plus adapté d'aller très loin pour aller au bout du monde.

Seine-Saint-Denis le département  
**Conseil Général**



IMMOBILIÈRE SATIS GROUPE BANQUE INDOSUEZ

# AVANT D'ACHETER ÊTES-VOUS SÛR DE SAVOIR CE QUI VA PRENDRE DE LA VALEUR ?

(Par Geneviève Gomez, Président d'Immobilier Satis)



Quand on est filiale de la Banque Indosuez, on se doit de faire des réalisations qui apporteront toujours des plus-values, surtout quand celles-ci sont édifiées dans **CERTAINS QUARTIERS QUI PRENDRONT DE LA VALEUR**. Si nous avons construit dans le 15<sup>e</sup> : c'est parce que ce quartier est déjà une valeur sûre. Si nous avons fait l'immeuble Le Millésime, c'est qu'il est inclus dans le rééquilibrage du plan d'urbanisme de Paris. Si nous construisons enfin à Rueil 2000, c'est parce que **CERTAINES VILLES RESTERONT IMPRENABLES**. Avoir un appartement sur la Seine, un balcon dans les arbres, une terrasse fleurie, c'est le rêve de tout le monde, c'est une plus-value certaine, et c'est ce que nous, nous réalisons. A Rueil 2000, par exemple, l'immeuble Le Cézanne a une vue imprenable sur la Seine, l'Île de Chatou et des Impressionnistes. Cette vue est exceptionnelle comme l'est à Paris la vue sur l'Île St-Louis... A Charenton, les appartements du Millésime donnent eux en plein sud sur un parc paysagé d'un hectare. Quant au domaine de la Jatte face à Neuilly et à Levallois, il a pour vis-à-vis le ciel, les méandres de la Seine et les péniches qui paressent au soleil. Bien sûr, toutes ces vues resteront imprenables, c'est probablement ce qui a enthousiasmé **CERTAINS ARCHITECTES QUI LAISSERONT UN NOM**. Architectes pour qui l'audace des façades doit respecter la beauté du site. Ceux qui innovent, ceux qui inventent, ceux qui trouvent, ceux pour qui enfin la beauté ne va pas sans la qualité. Pour eux, **CERTAINS MATÉRIAUX DÉFIERONT LE TEMPS**. Le verre, le métal, le béton si contemporains ne seraient que bêtement modernes, sans la chaleur des matériaux traditionnels comme le marbre de Carrare, le granit de Lanhelin, la pierre de St-Nicolas, le bois ou la terre cuite. Demain, les Immeubles de l'Immobilier Satis resteront comme des exemples de l'excellence de la construction française des années 90, et ça, nous, nous le savons.



IMMOBILIÈRE  
SATIS  
GROUPE BANQUE INDOSUEZ

5, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - Téléphone : 45 44 38 78



## ÉCONOMIE

## COMMERCE

## Restructuration dans la distribution

## Disque bleu quitte Euromarché pour Rallye

BREST

de notre correspondant

Le groupe Rallye, basé à Brest, a annoncé, mercredi 29 novembre, sa prise de participation majoritaire dans le groupe Disque bleu, jusqu'ici allié à Euromarché, dont le siège est à Limoges. Le groupe brestois rattrape ainsi l'OPA manquée du début de cette année sur La Ruche méridionale après la contre-attaque de la CFAO. Cette transaction lui coûte sensiblement moins cher, a souligné son PDG, M. Albert Cam, que la dernière offre d'achat sur La Ruche. Celle-ci se situait à un milliard et demi de francs.

Le rachat de Disque bleu, groupe familial de quatre mille deux cents

personnes et de 4,5 milliards de francs de chiffre d'affaires, permet à Rallye (treize mille personnes et 14,5 milliards de chiffre d'affaires), solidement implanté dans le grand est et dans le sud-est de la France, de s'installer dans le centre, améliorant du même coup sa puissance d'achat face aux fournisseurs. A ses vingt-six hypermarchés, cinquante cafétérias, vont s'ajouter sept nouveaux hypermarchés (Bordeaux, Limoges, Brive, Aurillac, Millau, Carcassonne, Angoulême), soixante supermarchés, sept cafétérias et un gros entrepôt à Limoges. Ce qui devrait le placer en huitième position dans le domaine de la grande distribution.

GABRIEL SIMON

## En Allemagne fédérale

## Cinq anciens dirigeants du groupe Coop sont arrêtés

Cinq anciens dirigeants du groupe Coop, un des géants allemands du commerce de détail, ont été arrêtés mercredi 29 novembre pour falsification de bilan, détournement de fonds et violation de la loi sur les sociétés. Ces arrestations ont été confirmées au parquet de Francfort, sans que des noms aient été officiellement cités, mais à côté de l'ancien président du conseil de surveillance, M. Alfons Lappas, figurait un ancien membre du directoire, l'ancien responsable des bilans, le directeur financier et un commissaire aux comptes.

Né d'un regroupement de coopératives transformé au début des années soixante-dix en société anonyme, le groupe Coop (46 000 salariés, 12 milliards de deutschemarks, soit plus de 40 milliards de francs, de chiffre d'affaires) s'était surélevé à partir de 1982 sous la houlette de son PDG, M. Bernd Otto, actuellement en fuite en Afrique du Sud. Depuis le début de l'année, il connaît d'énormes difficultés financières, sauvées plusieurs fois in extremis par les banques allemandes et étrangères qui ont repris la majorité de son capital.

## Visite à Paris du ministre du commerce extérieur est-allemand

## Les sociétés mixtes devraient être autorisées l'an prochain en RDA

« Écrivez bien que les grèves ont lieu le week-end et le soir, et que les gens retournent travailler normalement le lendemain. Cela prouve le caractère très mûr de notre peuple », a expliqué à la presse M. Gerhard Beil, ministre du commerce extérieur de la RDA, reconduit dans ses fonctions, à l'occasion de son passage à Paris, le mercredi 29 novembre.

Rencontrant son homologue français M. Jean-Marie Ransch, M. Beil a tenu à rassurer. Si la RDA « vit un processus révolutionnaire », il n'empêche, selon le ministre est-allemand, que « l'économie du pays reste solide, et que la RDA continuera à être un partenaire avec lequel on peut entretenir des relations solides, prévisibles, stables ». Son langage a finalement peu changé au cours des derniers mois.

Interrogé sur les réformes économiques en cours dans le pays, M. Beil s'est borné à rappeler qu'à partir du premier janvier, la « planification centralisée excessive » devra disparaître et que les entreprises jouiront d'une plus grande responsabilité pour la production et la commercialisation de leurs produits. Cependant, en matière d'échanges internationaux, M. Beil a affirmé que « dans le courant de l'année prochaine, l'ensemble des dispositions législatives nécessaires à la mise en place de toutes les formes de coopération, y com-

pris les joint-ventures, seront mises en place ». Le ministre de l'économie de la RDA, Mme Christa Luft, précisait dans une interview publiée jeudi 30 novembre par *Libération* que la participation étrangère dans les sociétés étrangères serait limitée à 49 % du capital. Une limite déjà abandonnée par la plupart des autres pays de l'Est.

M. Beil a invité les industriels français à ne pas attendre que les législations soient en place et à commencer à travailler dès maintenant à des projets de coopération. Selon lui, plusieurs entreprises françaises ont manifesté leur désir de créer des joint-ventures avec la RDA. Berlin-Est est également demandeur. A la suite d'une déclaration encourageante de M. Gerardo, P-DG de Pechiney, le 8 novembre dernier, la firme française a ainsi été contrainte par le combinat de Berlin-Koestlin, pour un projet commun dans le secteur des tubes souples d'emballage en aluminium. Les sociétés Elf Aquitaine, Jenmont-Schneider et Alstom pourraient également avoir engagé des discussions pour le montage de sociétés mixtes. M. Beil devait s'entretenir jeudi avec le ministre de l'économie, M. Bérézgovoy, celui des affaires européennes Mme Cresson, ainsi qu'avec des représentants du patronat.

F.L.

## Les répercussions

## Pour éponger une partie de l'épargne dormante du Polonais

## Varsovie lance un emprunt de 1,5 milliard de dollars

Le gouvernement polonais lance le vendredi 1<sup>er</sup> décembre un grand emprunt de 5 milliards de zlotys (1,5 milliard de dollars), a-t-on annoncé officiellement à Varsovie. Les souscripteurs de l'emprunt, d'une durée de onze ans, pourront soit se porter acquéreurs d'actions des futures entreprises privatisées, à un prix préférentiel, soit percevoir des taux d'intérêt qui seront indexés sur l'inflation. A partir de 1995, l'Etat rachètera les titres ou versera 3 % d'intérêt annuel.

L'objectif avoué de cet emprunt est d'éponger une partie de l'énorme « épargne dormante » des Polonais. Le vice-ministre des finances, M. Wojciech Misiaj, a affirmé que l'emprunt de 5 milliards de zlotys « devrait capter 9 % de l'épargne » des Polonais, qu'il évalue donc à environ 45 milliards de zlotys, soit 13,5 milliards de dollars, plus du quart de la dette polonaise (39 milliards de dollars) et près du cinquième du produit intérieur brut (72 milliards de dollars).

L'emprunt devrait aussi permettre de financer le déficit budgétaire, qui atteignait 3,5 milliards de zlotys fin octobre (1 milliard de dollars), qui constitue l'un

des problèmes à résoudre pour obtenir l'aval du Fonds monétaire international (FMI), auquel se réfèrent la plupart des crédits occidentaux.

Des experts du FMI sont arrivés lundi à Varsovie pour mettre au point, avec les autorités polonaises, le budget 1990, caractérisé par une baisse des subventions à l'industrie, aux produits alimentaires, etc.

Le précédent emprunt lancé en Pologne (600 milliards de zlotys ou 1,7 million de dollars), le 1<sup>er</sup> octobre dernier, avait remporté un vif succès, les gens faisant la queue pour souscrire.

## Doublement de l'aide britannique à la Pologne

L'aide britannique à la Pologne, qui consistait jusqu'à présent en un fonds d'assistance technique de 25 millions de livres sterling, va être doublée, pour atteindre 50 millions de livres (environ 500 millions de francs). Cette annonce a été faite le 29 novembre, à la Chambre des communes, par le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, quelques heures avant l'arrivée à Londres du leader syndical polonais Lech Walesa, en visite pour quatre jours en Grande-Bretagne.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ces actions sont des souscriptions, cet avis n'est publié qu'à titre d'information.



## Euro Disneyland S.C.A.

## Offre Publique de Souscription

en France

de 42.940.000 Actions  
de FF10 nominal chacune

Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

Caisse Nationale et  
Caisses Régionales de  
Crédit Agricole

Crédit Lyonnais

Caisse des Dépôts et  
Consignations

Société Générale

S.G. Warburg France S.A.

Banque du Louvre

Caisse Centrale des  
Banques Populaires

Groupe CIC

Banque Worms

Banque Fédérative  
du Crédit Mutuel

Ces actions sont des souscriptions, cet avis n'est publié qu'à titre d'information.



## Euro Disneyland S.C.A.

## Offre Internationale

de

42.940.000 Actions  
de FF10 nominal chacuneS.G. Warburg Securities Credit Suisse First Boston Limited  
Banque IndosuezAmsterdam-Rotterdam Bank N.V. Deutsche Bank Capital Markets Limited  
Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A.

## SYNDICATS REGIONAUX

Belgique et Luxembourg

Banque Indosuez

Generale Bank

Banque Bruxelles Lambert S.A. Kredietbank International Group

Credit Suisse First Boston Limited S.G. Warburg Securities

Banque et Caisse d'Epargne de l'Est, Luxembourg Banque Internationale à Luxembourg S.A.

BNP Capital Markets Limited

## Allemagne fédérale

Deutsche Bank Capital Markets Limited Dresdner Bank Aktiengesellschaft

CSFB-Effektenbank Aktiengesellschaft Bayerische Vereinsbank Aktiengesellschaft

Commerzbank Aktiengesellschaft S.G. Warburg Securities

## Italie

Mediobanca - Banca di Credito Finanziario S.p.A.

Credit Suisse First Boston Limited S.G. Warburg Securities

Banca Commerciale Italiana Banco di Roma

Credito Italiano Istituto Bancario San Paolo di Torino

Banco di Napoli CARIPLO - Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde

Banca Nazionale del Lavoro Banca Nazionale dell'Agricoltura

Banca Popolare di Milano Banca Popolare di Novara

Credito Romagnolo S.p.A. Nuovo Banco Ambrosiano

Credito S.p.A. Pasinetti Servizi Finanziari S.p.A.

RASFIN S.p.A. Gemina S.p.A.

## Les Pays-Bas

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V. Algemene Bank Nederland N.V.

Credit Suisse First Boston Nederland N.V. Nederlandsche Middelenstandsbank N.V.

Pierson, Hidding &amp; Pierson N.V. S.G. Warburg Securities

## Royaume-Uni et Irlande

S.G. Warburg Securities

Credit Suisse First Boston Limited

Goldman Sachs International Limited J. Henry Schroder Wagg &amp; Co. Limited

Merrill Lynch International Limited

Barclays de Zonen Wedd Limited James Capel &amp; Co.

## Reste de la CE

Credit Suisse First Boston Limited

# ÉCONOMIE

des bouleversements dans les pays de l'Est

## Le scénario-catastrophe des experts pour la Pologne

Le point de vue n'est pas officiel, mais il circule à la Commission de la CEE, parmi les directions, comme chez les interlocuteurs officiels des Polonais, au sein des ministères français. « Nous sommes très inquiets », avouent avec peine tous ceux qui ont eu à connaître du dossier de la Pologne.

Critiqué résumé, le bilan économique de la Pologne annonce des lendemains catastrophiques. « Leur agriculture emploie 30 % de la population active et on ne voit pas pourquoi ils ne seraient pas obligés de subir l'équivalent de notre exode rural, s'ils se modernisent », fait observer cet expert de Bruxelles. « Quand à leur industrie, poursuit-il, elle collectionne toutes la palette des activités lourdes et traditionnelles que nous avons mis vingt ans à restructurer. La construction navale, la sidérurgie, les mines avec le charbon, rien n'y manque. »

L'artisanat fait défaut, ajoute l'expert de Bruxelles, tout comme le tissu constitué par les petites et moyennes entreprises alors que la Pologne souffre d'un manque cruel en services. D'un côté, on trouve les grosses unités vieillies et obsolètes qui emploient cinq millions de travailleurs. Et rien de l'autre, sauf le vide. Quand il faudra s'adapter aux lois du marché, l'effondrement des entreprises risque d'entraîner celui de l'économie polonaise.

« Ils sont extrêmement libéraux, et ils s'imaginent, comme Lech Walesa, qu'il suffit de tout privatiser pour que cela marche », continue cet observateur. Le bas de laine fourni par les Polonais installés aux États-Unis ou en Europe de l'Ouest, qui correspondrait à 7 milliards de dollars, actuellement invisibles, impressionne. Une bonne partie de l'opinion et des dirigeants voudraient volontiers voir Thatcher ou le président Reagan comme modèles, pour amener leur pays à passer sans transition d'un système à l'autre.

### L'oubli des infrastructures

Cela va plus loin. « Parce qu'il aime bien les Français », Lech Walesa aurait « sérieusement » proposé à la France de lui vendre « un quota » représentant 20 % de l'industrie polonaise, en l'état, à charge pour les investisseurs de la faire fonctionner normalement. Le plan remis récemment à M. Jacques Delors « est un vrai poème et ne comprend rien de sérieux ». N'y figurent que les mesures conseillées par la Banque mondiale ou le FMI, l'entrée dans l'économie de marché, la maîtrise de l'inflation et la convertibilité de la monnaie. Il y aurait peu de projets concernant les infrastructures, qui n'occupent qu'une demi-page dans le document, les seules opérations envisagées étant « les liaisons transfrontalières, pour l'exportation ». « Ils ne pensent pas à construire l'investissement des Polonais pour l'artisanat et la petite industrie productive avec des aides adaptées », note un autre spécialiste qui a participé à une délégation récente. « Plutôt que d'entretenir des illusions, il vaudrait mieux pour nous, Européens, aujourd'hui, investir dans des tâches intellectuelles. Les Polonais ont besoin d'apprendre et de savoir », confie-t-il, effaré par l'ampleur des problèmes à régler.

Dès lors, certains spécialistes échafaudent un scénario catastrophique. « Ils vont faire des erreurs, vont méconter tout le monde et leur échec sera celui du capitalisme, pronostique un haut fonctionnaire européen. Walesa nous reprochera de ne pas l'avoir assez aidé, et c'est vrai que nous ne pouvons pas répondre à ses exigences telles qu'elles sont formulées. L'opinion occidentale nous reprochera de ne pas avoir fait notre devoir et nous ne serons pas en mesure de nous justifier. » Du coup, leur faillite sera notre faillite », conclut-il. « On verra alors

les vieux crabes syndicalistes et le POUF prendre la défense de la classe ouvrière et ressurgir... »

Façon à ce danger, il n'y a guère de solutions. Il faudrait drainer les investissements des Polonais installés à l'étranger et trouver sur place des hommes ou des femmes capables de reconstituer un maillage d'entreprises, y compris artisanales, pour commencer par le b.a.-ba. C'est l'ancienne ouvrière qui s'achète un métier à tricoter et qui fabrique des chandails pour répondre à un besoin de consommation, et ainsi de suite. Mais la Pologne a-t-elle le temps d'attendre ?

Décidément pessimistes, ces experts affirment, d'expérience, que « ce sont les pays les plus pauvres qui ne savent pas dépenser les aides économiques qu'on leur attribue ». Selon eux, les Polonais n'échapperaient pas à la règle, sauf s'ils utilisaient les fonds pour la réalisation des infrastructures, grosses consommations d'argent et à l'effet immédiat. Mais on sait qu'ils n'y pensent pas encore.

ALAIN LEBAUZE

## « La Hongrie espère parvenir bientôt à un accord avec le FMI »

nous déclare M. Ernő Kernen, ministre chargé de la politique économique

« Très endettée, la Hongrie a besoin de crédits nouveaux. Les discussions avec le FMI sont, disons, difficiles. »

La Hongrie espère parvenir bientôt à un accord avec le FMI. Les consultations en cours portent sur des questions techniques comme l'évaluation précise de notre endettement, notamment les effets des taux de change sur la valeur de notre dette.

La Hongrie s'est considérablement endettée dans le passé. Rien qu'en charges d'intérêt — c'est-à-dire sans le remboursement du principal — nous devons payer cette année à nos créanciers occidentaux 1,4 milliard de dollars et autant l'an prochain, soit à chaque fois plus de 5 % de notre production. La croissance actuelle, autour de 1 %, ne peut pas suffire. Les réformes que nous réalisons ne permettent pas encore une amélioration suffisante de nos performances, même si par exemple nos ventes en devises ont déjà crû de 20 % en 1988 et à nouveau de 10 % cette année. Nous voulons éviter le réchauffement. Nous avons donc besoin de crédits nouveaux.

Le FMI souhaite que le gouvernement adopte une politique

Responsable du programme économique que le Parlement hongrois vient de rejeter, M. Ernő Kernen, président de l'Office national du plan à Budapest, et à ce titre membre de l'actuel gouvernement magyar, se déclare convaincu, dans l'entretien qu'il a eu avec *Le Monde*, qu'un accord avec le FMI sera prochainement conclu. En visite officielle du 27 au 29 novembre à Paris sur l'invitation du gouvernement français, M. Kernen estime qu'il y a, en Hongrie, un consensus sur la politique économique à suivre parmi les différentes forces politiques de son pays. Il fait part de ses inquiétudes quant aux conséquences des difficultés énergétiques soviétiques sur l'économie hongroise.

économique plus rigoureuse, plus austère ?

Nous sommes déjà parvenus à un accord sur les orientations de la politique économique et sur les principales mesures à prendre. Là où il y a encore débat, c'est vrai, c'est sur le calibrage de certaines actions, notamment sur la réduction du déficit budgétaire, de celui de la balance des paiements ou de la politique du taux de change. Dans certains domaines, le FMI souhaite des mesures plus importantes.

Il doit cependant prendre en compte le fait que notre gouvernement doit satisfaire des exigences

contradictoires. Nous devons en effet mettre en accord la gestion de la dette, l'accélération de la modernisation de notre économie et de son orientation vers un système de marché. Nous devons aussi assurer la paix sociale et garantir le processus de transformation politique en cours.

Comme l'opposition, le Parlement hongrois vient de rejeter le programme économique que vous avez vous-même présenté la semaine dernière...

Il y a eu, vous avez raison, un débat très vif en première lecture sur le programme que j'ai présenté. Je présenterai en décembre, au Parlement, un document qui tien-

dra compte de ce débat. Notre marge est étroite; nous devons mettre en œuvre un programme de rationalisation très dur. Celui-ci se traduit par un développement des inégalités sociales et du chômage. Avec les restructurations prévues, l'an prochain, dans les mines et la sidérurgie, par exemple, le nombre des chômeurs enregistrés passera sans doute de 10 000 à 40 000 (sur une population active de plus de 5 millions de personnes).

Je crois pourtant que notre programme sera adopté par le Parlement. Le gouvernement actuel est parvenu à un consensus avec toutes les forces politiques en matière économique. S'il existe des nuances, personne ne propose de programmes économiques radicalement différents.

La liberté de voyager à l'étranger ne se trouve-t-elle pas contrainte par la décision de limiter à 50 dollars par an le montant que les particuliers sont autorisés à changer auprès de l'État ?

L'État a libéralisé les changes. Chacun peut avoir un compte en devises. Si nous avons limité la possibilité de changer auprès de l'État, cela ne remet pas en cause la liberté de voyager. Il nous a simplement semblé qu'il était plus utile d'orienter les devises dont nous disposons vers la modernisation de notre économie plutôt que de les laisser fuir dans la spéculation organisée par certains particuliers. Je crois que si l'on peut critiquer le gouvernement, c'est de n'avoir pas pris cette décision plus tôt.

Compte tenu de la situation politique et des résultats du référendum du week-end dernier, pensez-vous que le FMI signera un accord avec votre gouvernement ?

C'est au FMI de se déterminer à ce sujet. Soit il signe avec notre gouvernement, soit il attend le gouvernement qui sera issu des prochaines élections parlementaires. Dans ce dernier cas, la Hongrie aura besoin de financements intermédiaires. Il y a là plusieurs solutions imaginables auxquelles nous réfléchissons. Pour ma part, je crois qu'il faut que nous organisions plus tôt que prévu, en janvier et non en mars, ces élections législatives.

Avec les transformations en RDA et maintenant en Tchécoslovaquie, ne craignez-vous pas que l'aide occidentale — sous ses différentes formes — ne se détourne de la Hongrie ?

Il n'y a pas de rivalité. La Hongrie est en avance dans son processus de réintégration dans l'économie européenne. Ses chances sont sans doute meilleures que celles des autres. Nous ressentons incontestablement un intérêt accru des industriels et des financiers occidentaux à notre égard. Il y a déjà de nombreuses opérations concrètes, notamment pour notre programme de privatisations. L'espérance que le capital français jouera également un rôle important dans ces processus.

Les difficultés économiques de l'Union soviétique ne risquent-elles pas d'avoir de graves conséquences en Hongrie ?

Il est certain que s'il y a des troubles dans le fonctionnement de l'économie soviétique, cela se répercutera sur notre économie. La situation énergétique de l'URSS est actuellement difficile. Nous avons des réserves internes, mais nous cherchons des possibilités d'importation. S'il n'y a pas d'événements exceptionnels, nous pourrions assurer l'approvisionnement normal de notre économie cet hiver. Mais, il y a, vous avez raison, un certain risque.

Expert indépendant n'appartenant à aucun parti, vous êtes président de l'Office du plan. L'instauration annoncée d'une économie de marché va-t-elle se traduire par une suppression de votre office ?

Notre appellation, très orthodoxe, ne correspond plus à notre activité. En fait, dans une économie de marché, nos fonctions subsisteront : nous élaborons la politique économique et nous synchronisons la régulation. Nous faisons un peu la même chose que votre ministère de l'économie auquel on aurait ajouté votre Commissariat au Plan. Nous allons d'ailleurs certainement changer de nom pour devenir, peut-être, le ministère de l'économie.

Propos recueillis par  
ERIK IZRAELWICZ

Tout ce que votre banquier,  
votre assureur,  
votre agent immobilier,  
votre contrôleur des impôts,  
et votre agent de change  
devraient vous dire  
avant le 31 décembre.



Le Journal des  
**FINANCES**  
LE GUIDE DU  
PLACEMENT  
1990

38 F. Pour gagner beaucoup plus.  
Dès le 4 décembre chez votre marchand de journaux.

Varsovie lance un emprunt  
de 1,5 milliard de dollars

La Pologne a lancé un emprunt de 1,5 milliard de dollars sur le marché international. L'emprunt est destiné à financer des investissements dans le secteur des infrastructures. Le gouvernement polonais a annoncé que l'emprunt serait remboursé par des ventes de biens nationaux.

Le ministre des Finances polonais a déclaré que l'emprunt était une étape importante dans le processus de réformes économiques. Il a souligné que la Pologne avait besoin de capitaux étrangers pour moderniser son économie.

Le montant de l'emprunt sera réparti entre plusieurs tranches. Les premières tranches seront utilisées pour financer des projets de construction de routes et de ponts.

Le gouvernement polonais a également annoncé qu'il envisageait de mener des négociations avec le FMI pour obtenir une aide financière supplémentaire.

Le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement était déterminé à mener à bien les réformes économiques malgré les difficultés.

Le ministre des Finances a également souligné que la Pologne était ouverte à tous les investisseurs étrangers. Il a invité les investisseurs à visiter la Pologne pour évaluer les opportunités d'investissement.

Le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement était prêt à discuter avec les investisseurs des conditions de l'emprunt et des investissements.

Le ministre des Finances a également souligné que la Pologne était un pays sûr pour investir. Il a cité les réformes juridiques et économiques en cours de mise en œuvre.

## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Dans son rapport  
sur le travail dans le monde

## Le BIT s'inquiète du malaise dans la fonction publique

GENÈVE

de notre correspondante

Dans de nombreux pays, la colère grandit parmi les fonctionnaires, souligne le rapport qu'a publié le 29 novembre le Bureau international du travail (BIT) sur « Le travail dans le monde, 1989 ». Cette « colère » est provoquée par la forte baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires dans le monde. Constatant que les salaires dans le secteur privé sont généralement plus élevés que ceux du secteur public, des gouvernements font preuve d'insouciance pour attirer les candidats les plus qualifiés.

Ainsi, au Royaume-Uni, des augmentations substantielles ont été offertes aux fonctionnaires jugés particulièrement compétents dans leur branche, notamment aux experts scientifiques, aux informaticiens et... aux agents du fisc. Le BIT critique la pratique de la rémunération liée au rendement.

L'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) vient d'élire son nouveau bureau pour 1990 et 1991. M. Jacques Barraux, rédacteur en chef du mensuel *l'Entreprise*, a été élu président. Il succède à M. Michel Garibal (France Inter). M. Alain Verabois (*le Monde*) a été élu vice-président. M<sup>me</sup> Sophie Rack d'Avézac (TF1), secrétaire générale, M. François de Wit (la Vie française), trésorier.

dont bénéficient des cadres dirigeants britanniques.

Partout dans le monde, la fonction publique occupe davantage de personnel que tout autre secteur de l'économie, ce qui représente une lourde charge pour les budgets nationaux. Des pays industrialisés, comme la France, ont mis sur pied des « systèmes de mesure et d'analyse de la productivité de la fonction publique ». La situation est plus compliquée — et plus préoccupante — dans les pays pauvres, où le secteur administratif accuse des faiblesses qu'aucun mécanisme n'est en mesure d'évaluer. Quant à la promotion à l'ancienneté, elle a disparu dans certains pays, où ce sont les performances individuelles qui sont davantage prises en compte.

Les experts du BIT estiment qu'une solution aux problèmes de productivité peut être recherchée dans une évolution des mentalités du secteur public en y introduisant davantage de démocratie et une plus grande pratique de la délégation de pouvoirs. Vérité première sans doute, mais bonne à redire d'autant que, gagnant dans nombre de pays nettement moins que leurs collègues du secteur privé, les fonctionnaires perdent parfois le désir d'accomplir des efforts pour améliorer leur travail. Il leur arrive ainsi de chercher à arrondir leurs fins de mois — ou à joindre les deux bouts — grâce à un travail d'appoint, parfois clandestin.

ISABELLE VICHNIAC

Après dix semaines de grève

### Nouvelle rupture des discussions aux Chantiers navals de l'Atlantique

Les négociations entre les syndicats et la direction des Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire (groupe GEC-Alsthom) ont, une nouvelle fois, échoué le mercredi 29 novembre.

Le PDG de l'entreprise, M. Alain Grill, avait pourtant présenté ce qu'il a appelé des « offres ultimes » : versement d'une prime de 800 francs, en décembre, et d'une autre, du même montant, étalée sur toute l'année 1990, augmentation de 1 % des bas salaires.

Pour sa part, le conseiller, M. Paul Bouchet, a demandé à y a deux semaines par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, à indiqué qu'il était prêt à « suspendre pendant quarante-huit heures la rédaction du contrat de négociation ».

La grève aux Chantiers navals dure depuis dix semaines.

Les élections

### à la Sécurité sociale ne devraient pas avoir lieu

Les élections des administrateurs des caisses de Sécurité sociale, qui devaient se dérouler au dernier trimestre 1990, n'auront probablement pas lieu. Le gouvernement, qui avait déjà prorogé leur mandat jusqu'à fin 1990, ne compte pas annoncer officiellement cette décision avant la session parlementaire de printemps. Il réfléchit néanmoins à deux modes de désignation. Le premier tiendrait compte des critères de représentativité nationale, le second s'inspirerait du mode de désignation des représentants aux conseils économiques et sociaux régionaux.

Le retour à la désignation des administrateurs aux caisses de Sécurité sociale satisfait la plupart des syndicats, même si la CGT avait mené campagne pour le maintien des élections.

## AGRICULTURE

Les conséquences de la sécheresse

### Soixante-neuf départements sinistrés

Le Crédit agricole a décidé de consacrer une enveloppe de 1 milliard de francs, en prêt de trésorerie, aux agriculteurs victimes de la sécheresse dans les départements reconnus sinistrés.

Ces prêts, d'une durée maximum d'un an, seront accordés aux taux de 4 % aux jeunes agriculteurs et de 6 % aux autres exploitants. « Cette mesure de solidarité sera prise en charge conjointement par les caisses régionales et la caisse nationale de Crédit agricole », indique la banque.

Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a manifesté « sa satisfaction face à une décision prenant en compte spécifiquement le cas des jeunes agriculteurs et qui vient utilement renforcer le dispositif gouvernemental ».

Au total, ce sont soixante-neuf départements qui ont été reconnus « sinistrés » par les pouvoirs publics, à cause de la sécheresse, sur soixante-treize qui avaient présenté une demande.

## CONJONCTURE

## 2,7 % de croissance au troisième trimestre aux Etats-Unis

La croissance du PNB américain a été de 2,7 % en rythme annuel au troisième trimestre, a annoncé le département américain du commerce, révisant ainsi légèrement à la hausse sa précédente estimation. Au premier trimestre, la croissance avait été de 3,7 %, et au deuxième trimestre de 2,5 %. Pour les neuf premiers mois, l'économie a donc crû de 3 % (toujours en rythme annuel) contre 3,9 % en 1988.

Autre nouvelle plutôt rassurante pour les autorités américaines, l'inflation est retombée à 2,9 % en rythme annuel au troisième trimestre après avoir atteint 5 % entre avril et juin.

La révision en hausse de la croissance au troisième trimestre s'explique par de meilleurs chiffres à la fois en matière d'exportations et de dépenses de consommation, a précisé le département du commerce. — (AFP.)

## EN BREF

La Compagnie Financière devrait prendre une participation dans Jacques Fath. — Rachetée il y a deux ans par MM. Michel et Daniel Faret, des industriels bordelais du textile, cette maison de couture qui fait partie des belles griffes qui ont besoin d'un sérieux plan de financement pour être relancées. De son côté, comme d'autres financiers, la Compagnie Financière, intéressée par les investissements dans le secteur du luxe, devrait prendre 40 % du capital de Jacques Fath d'ici à la fin de l'année. L'opération pourrait se faire par l'intermédiaire de trois fonds d'investissement, parmi lesquels Alva, déjà présent dans plusieurs entreprises de luxe. Mais dans la corbeille de la mariée, la Compagnie Financière ne trouve plus les parvenus qui sont la propriété de l'Oréal.

La CSMF ne signera pas la convention médicale. — La Confédération française des syndicats médicaux (CSMF) a annoncé, mercredi 29 novembre, son intention de ne pas signer le projet de convention médicale présenté par la Caisse nationale d'assurance-maladie. Les deux autres organisations (FMP et MGF-France) prendront leur décision les 9 et 10 décembre, alors que la Caisse nationale d'assurance-maladie

devrait se prononcer définitivement dans les tout prochains jours. La précédente convention arrivait à échéance le 30 novembre, les partenaires doivent au plus vite combler ce vide juridique.

SNCF : grève sur le réseau banlieue de Paris-Nord. — Le trafic banlieue du réseau de Paris-Nord est perturbé depuis le jeudi 30 novembre à 7 heures par une grève des agents de conduite, à l'appel de la FGAAC (Fédération générale autonome des agents de conduite). Au début de la matinée, deux trains sur trois circulaient, et l'interconnexion avec les lignes B et D du RER n'était pas assurée. Le trafic était normal sur le réseau de la grande couronne et sur celui des grandes lignes.

Carl Icahn relance une offensive contre USX Corp. — Le raider Carl Icahn, président de TWA, a demandé mercredi 29 novembre aux autorités fédérales le renouvellement de son droit d'acquiescer 25 % de USX Corp., le groupe sidérurgique et pétrolier américain. Carl Icahn possédait déjà 15 % du capital, mais une disposition statutaire anti OPA l'avait empêché d'aller plus loin. M. Icahn a demandé également la levée de ces dispositions.

## Grand Prix du financement PEUGEOT

Pole position	9,4 <sup>0</sup>	Credit sur 12 mois* Apport initial 25 % minimum du prix TTC du véhicule choisi. Par exemple pour un montant emprunté de 10000 F T.T.C. de 9,4 %, 12 mensualités de 897,24 F TTC. Coût total de crédit : 3766,84 F TTC (prévisions forfaitaires incluses dans les assurances).
Conduite maîtrisée	0 <sup>F</sup>	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 309 XE. Prix total au 30/09/89 : 37 400 F TTC. Financement de 36 000 F TTC. (816,67 F TTC de dépôt de garantie et 14 350 F TTC de 1 <sup>er</sup> loyer amorti) suivi de 18 loyers à 0 F et 41 loyers à 131,65 F TTC. Option d'achat finale : 11 480 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 32 076,25 F TTC (hors assurances).
Grand confort	453 <sup>F</sup>	Location avec option d'achat sur 60 mois* Par exemple pour une 405 SL 1400 cm <sup>3</sup> . Prix total au 30/09/89 : 73 000 F TTC. Financement de 72 000 F TTC. (16 950 F TTC de dépôt de garantie et 16 250 F TTC de 1 <sup>er</sup> loyer amorti) suivi de 12 loyers de 452,58 F TTC et de 47 loyers de 1 284,58 F TTC. Option d'achat finale : 13 657,58 F TTC. Coût total en cas d'acquisition : 67 754,38 F TTC (hors assurances).
Longue route en souplesse	660 <sup>F</sup>	Location longue durée (36 mois / 45 000 km)* Par exemple pour une 205 Junior 3 portes. Prix total au 30/09/89 : 48 750 F TTC. Financement de 47 500 F TTC. Suivi de 36 loyers de 659,63 F TTC (hors assurances et entretien).

## RESEAU PEUGEOT TALBOT







# Une petite entreprise qui veut vulgariser la résonance magnétique

Une bataille commerciale internationale est en train de s'ouvrir dans un domaine de l'imagerie médicale sophistiquée, celui des imageurs par résonance magnétique (IRM). Une nouvelle technologie, moins coûteuse, utilisée par une petite société française, peut contribuer à bouleverser le marché

**D**IVINE surprise. Les imageurs à résonance magnétique (IRM, ex-résonance magnétique nucléaire ou RMN), qui permettent de visualiser de manière très fine l'intérieur du corps humain, sont encore peu répandus en France. On n'en compte qu'une cinquantaine dans les hôpitaux (surtout) et les cabinets libéraux, soit moins d'un par million d'habitants, contre un pour 170 000 aux États-Unis et un pour 350 000 au Japon.

En perfectionnant une nouvelle technologie, moins coûteuse, celle des imageurs dits « à champ modéré » (1 000 G [gauss]) à côté de ceux à « haut » champ (15 000 G) ou « moyen » (5 000 G) disponibles actuellement, une jeune société créée par des scientifiques peut permettre d'accroître l'équipement des spécialistes et peut-être redonner à l'industrie française une place dans l'imagerie médicale d'où elle a disparu depuis la cession de la Compagnie générale de radiologie (CGR) à l'américain General Electric.

Magnetech, c'est son nom, est née de la rencontre de deux universitaires : un spécialiste de microchirurgie, Michel Merle, professeur à l'université Nancy-I, directeur de l'Institut européen des biomatériaux (IEBM), et un physicien, spécialiste d'électronique, Michel Sauzade, professeur à Paris-XI-Orsay. Le premier cherchait le moyen de suivre l'évolution de protéines et d'implants « dégradables » dans l'organisme humain. La radiologie classique ne lui était d'aucun secours : la RMN à « haut champ » était financièrement hors de portée. Il s'est adressé au second, qui menait depuis longtemps des recherches dans ce domaine très pointu à l'Institut d'électronique fondamentale d'Orsay.

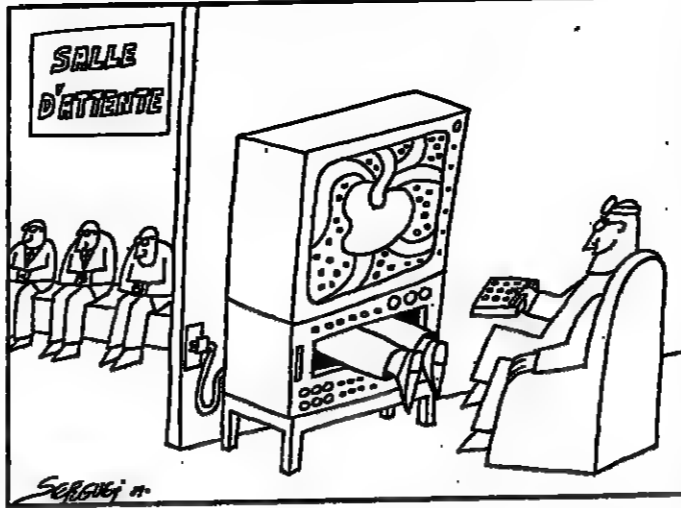
Michel Sauzade, qui a travaillé avec Thomson, puis pendant deux ans avec la CGR, n'a pu convaincre cette dernière de développer des appareils à « champ modéré ». Il est vrai que cette technologie ne donnait pas des images satisfaisantes. Mais il s'est entêté et a fini par mettre au point un prototype plus performant, refroidi par eau et non dans l'hélium liquide, donc moins coûteux. Cet appareil utilise une « station de travail » informatique de Digital Equipment, déjà répandue, mais *up to date*, qui assure une bonne maintenance et... une référence mondiale.

Le pari industriel peut être engagé. « Ce que nous allons construire, c'est l'Apple de l'imagerie à résonance magnétique », annonce Michel Sauzade. Aidé par Michel Merle et appuyé par d'autres Lorrains, il fonde Magnetech en juillet 1987, avec le modeste capital de 250 000 F, qui lui permet cependant de faire construire pour l'IEBM une première machine, livrée en octobre 1988.

## Sans cathédrales bétonnées

Deux organismes vont y croire. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) finance la procédure d'évaluation des prototypes : elle est en effet directement intéressée, car le coût d'un examen par IRM pourrait être réduit de moitié (1 000 F contre 2 300 F) par rapport aux appareils existants.

L'ANVAR, elle, a accordé un prêt de 1,67 million de francs, apportant en même temps une caution morale à des investisseurs : la Banque populaire de Lorraine, les assurances AXA, la BMI (une banque filiale de L'Oréal), Fidinvest, ELM Partners. L'engagement personnel du directeur général de cette dernière, Edouard Le Maré,



un Français qui a fait carrière aux États-Unis, jouera un rôle décisif.

Aujourd'hui Magnetech dispose d'un capital de 22 millions de francs, bientôt porté à 30 millions, ce qui a mis fin aux « turbulences » traversées jusqu'en janvier 1989, selon Jean-Michel Dèche, le directeur général de Magnetech, un commercial venu d'une filiale de la COGEMA. La firme, qui compte dix-neuf salariés, est déjà capable de produire un appareil tous les deux mois ; elle devrait pouvoir passer à un par mois à la fin 1990 avec l'unité de montage en voie de constitution.

Magnetech peut-elle gagner le pari industriel ? Son système ne manque pas d'atouts : outre le coût propre de la machine (6 millions de francs au lieu de 12 millions), celle-ci peut être installée rapidement dans une surface restreinte (50 mètres carrés) et n'exige pas comme les appareils à « haut champ » la construction de « cathédrales bétonnées ». Sur le plan médical, la procédure d'éva-

luation a montré, selon le professeur Guy Friga, de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, « des potentialités intéressantes » à confirmer.

Enthousiaste, Michel Merle, père du SOS-Mains de Nancy, qui utilise son appareil pour l'examen de tissus écrasés, considère que la technologie « va modifier la conduite du chirurgien et faire très ou tard une entrée en force dans les services d'urgence ». Selon le professeur Maurice Laval-Jeantet, de l'hôpital Saint-Louis à Paris, expert de l'ANVAR, la machine « donne des images pratiquement identiques à celle des appareils à haut champ, en exigeant seulement quelques minutes de plus » ; elle permet 85 % au moins des explorations classiques, notamment pour les hémorragies, les compressions ou les traumatismes du crâne, du rachis ou des membres, et doit donc pouvoir remplacer une partie des tables à rayons X ou des échographies dans les cabinets libéraux comme dans les cliniques ou les hôpitaux.

Reste à valider ces estimations par des publications de chercheurs — qui utilisent plutôt le haut de gamme — et à convaincre les utilisateurs potentiels. « Quand un chef de service a envie d'une Rolls, il faut lui faire admettre qu'il peut rouler en R 25 », admet Michel Merle.

D'un coût voisin de celui du scanner, l'IRM « champ modéré » de Magnetech devrait a priori pouvoir connaître la même diffusion (quatre cents en France). Pour le docteur Alain Taleb, chef de service à l'hôpital Saint-Joseph, et président de la Fédération nationale des électroradiologistes, qui vient avec cinq autres groupes de spécialistes libéraux d'investir 45 millions de francs pour une installation d'IRM, il peut trouver sa place dans les cabinets de groupe à condition (air connu) que la cotation des actes soit suffisante.

## Concurrents de poids

Magnetech s'est lancé aussi à l'assaut du marché international, en suivant les traces d'entreprises comme EDAF et Technomed, dont les lithotripteurs ont séduit Japonais et Américains (« Le Monde Affaires » du 9 juin 1989). Mais Jean-Michel Dèche vise d'abord le marché allemand avant d'engager le lourd processus de mise aux normes américaines.

Il n'a pas de temps à perdre. Plus personne ne doute de l'intérêt du « champ modéré » depuis que Diasonics, un géant américain de l'imagerie médicale, a présenté, il y a peu, un appareil au Salon international de l'imagerie médicale (RSNA) à Chicago. Magnetech a déjà reçu deux propositions de rachat de la part de firmes étrangères.

Pour échapper au sort de la CGR, il va lui falloir s'imposer face à des concurrents de poids.

Outre Diasonics, dont les activités d'IRM viennent d'être reprises pour 1 milliard de francs par le japonais Toshiba, Hitachi, un autre géant japonais de l'électronique, et Instrumentarium, une petite société finlandaise spécialisée, proposent des produits comparables. En attendant que s'y mettent d'autres industriels comme Siemens, présents sur les « hauts champs ».

Une chance, le marché est large : en 1989, il devrait atteindre 1,3 milliard de dollars contre 940 millions en 1988 (pour quatre cent quatre-vingt-dix appareils) (1). Et il peut être bouleversé par l'arrivée du « champ modéré ». « Les producteurs de hauts champs ont réussi une politique habile de marketing sur le thème « qui peut le plus peut le moins », dit Jean-Pierre Thierry, spécialiste d'évaluation économique des technologies médicales. Mais le marché peut se segmenter. Tout en haut on trouvera des machines de plus en plus sophistiquées, utilisant la spectroscopie et capables de donner la composition des tissus. Au milieu, les hauts champs. Et pour l'essentiel des diagnostics, le champ modéré ».

Le succès éventuel de Magnetech dépendra de sa capacité commerciale. Mais aussi de l'attitude des pouvoirs publics. « Nous ne demandons pas d'être chouchoutés », dit Jean-Michel Dèche. Mais l'acquisition de matériels lourds exige une autorisation du ministère de la santé. Le gouvernement verra-t-il l'occasion de faire rentrer l'industrie française dans le jeu ? Réponse peut-être dans le rapport remis par le docteur Rallard au premier ministre, mais dont on ne connaît pas encore les conclusions.

YANNICK GUIHENEUF

(1) Un dollar vaut environ 6,13 francs.

Si vous trouvez insupportable  
de n'être qu'un numéro parmi d'autres,  
vous êtes en intelligence avec nous.



**Vous n'êtes pas n'importe qui et nous en sommes convaincus dans les Banques CIC:**

Crédit Industriel et Commercial de Paris  
Lyonnaise de Banque  
Banque de l'Union Européenne  
Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine  
Crédit Industriel de l'Ouest  
Société Nancéienne Varin-Bernier  
Banque Scalbert Dupont  
Banque Régionale de l'Ouest  
Crédit Industriel de Normandie  
Société Bordelaise de CIC  
Banque Régionale de l'Ain  
Banque Bonnasse

Banques CIC En intelligence avec vous.









